

Le projet américain de Bouclier anti-missiles

par Jean-Claude Bessez

Cette étude fit partie intégrante d'une thèse publiée par l'auteur en 2002 sur LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE DEFENSE DU NOUVEAU PARTI TRAVAILLISTE.

Une actualisation portant sur LES OPERATIONS SPATIALES de l'US AIR FORCE viendra en complément.

L'étude présentait successivement les parties suivantes :

I Le projet américain de Bouclier anti-missiles

II Les réactions au projet américain :

- 1) les réactions hostiles
- 2) les réactions mitigées
- 3) les réactions favorables

LE PROJET DE BOUCLIER ANTI – MISSILES

S'il y a un sujet qui a défrayé la chronique et fait couler beaucoup d'encre depuis l'arrivée de George Bush Jr à la Maison Blanche, c'est bien celui du Bouclier anti-missiles.

Les vétérans de la Guerre Froide ne manqueront pas de trouver que l'actuel débat sur la défense anti-missiles a un air de « déjà vu ». En effet, le débat portant sur le projet NMD est le quatrième du genre après la controverse sur le projet *Sentinel / Safeguard* dans les années 1960, la *Strategic Defense Initiative* (SDI) ou « Guerre des Etoiles » (*Star Wars*) de Ronald Reagan dans les années 1980, et la Protection Globale contre les Frappes Limitées (*Global Protection Against Limited Strikes* ou GPALS) du début des années 1990. Il existe donc une remarquable continuité dans l'approche américaine de la défense stratégique. Ce quatrième avatar diffère toutefois des trois précédents dans la mesure où son déploiement est réellement envisagé (*NMD's for real*). Il ne s'agit pas d'un coup de bluff ou d'une campagne de désinformation comme le soutiennent les auteurs de « L'Info- Guerre » à propos de la « Guerre des Etoiles » de Ronald Reagan (1).

Alexandre Adler présente les tenants et aboutissants de ce « projet déraisonnable » dans *Le Monde* :

Le Bouclier stratégique antimissile que les Etats – Unis entendent se donner est, sans aucun doute, le détonateur de la plus grande crise géopolitique de ce début de siècle. Il peut être l'instrument d'une nouvelle alliance sino – russe que rien par ailleurs n'impose, un élément de brouille et de polémique au sein de l'Alliance atlantique, une distraction des tâches sérieuses du maintien de la paix et, pour couronner le tout, un facteur d'accélération de la prolifération nucléaire et un catalyseur du nationalisme japonais. Et, pourtant, il se fera...inexorablement (2).

LE PROJET AMERICAIN

LES NOUVELLES MENACES

La fin de la Guerre Froide n'ayant pas apporté plus de stabilité dans le monde, l'opinion publique américaine s'est montrée de plus en plus préoccupée par les menaces émergentes. L'accès grandissant à des technologies duales dont bénéficient les pays en voie de développement modifie l'équilibre militaire mondial et est donc perçu comme une menace à la sécurité nationale (relevant donc du NSC). Le *JANE'S* précise le point de vue américain :

Certains experts en Occident croient que l'Asie (où la Chine, l'Inde, le Pakistan et d'autres) ont accéléré leur progrès balistique en armes de destruction massive au détriment des forces conventionnelles, est l'endroit où la suprématie américaine d'après-Guerre Froide est contestée le plus rapidement et où le monopole américain exercé sur les technologies militaires avancées est en train d'être battu en brèche (3).

Paul Bracken, Professeur de Sciences Politiques et de Gestion à Yale University, écrivant récemment dans la revue *Foreign Affairs*, identifiait la menace comme provenant d'« Etats-Voyous » (*Rogue States*) dont il donnait la définition suivante :

Si pour correspondre à la définition d'« Etat-Voyou » il faut fabriquer des missiles balistiques et des ADM, il existe alors actuellement au moins huit Etats que l'on peut qualifier de « voyous » en Asie. Israël, la Syrie, l'Irak (s'il parvient à contourner les sanctions imposées par l'ONU), l'Iran, le Pakistan, l'Inde, la Chine et la République Démocratique de Corée du Nord, tous ces pays sont en train de réorienter leurs appareils militaires godillots vers des technologies de bouleversement. Certains pays fabriquent des armes chimiques ou biologiques ; d'autres construisent des armes atomiques ; d'autres fabriquent les trois. Mais le dénominateur commun demeure, dans tous les cas, le missile balistique (4).

Les « nouvelles menaces et formes de terreur » évoquées par le Président Bush ('W') sont en fait à ranger dans deux catégories distinctes, correspondant à deux types d'agresseurs potentiels et réels. D'une part, l'on trouve les « Etats-Voyous » dont l'identité est bien connue depuis longtemps : Iran, Irak, Syrie, Libye et Corée du nord. De l'autre, l'on cherche à se prémunir contre des tirs « accidentels ou non autorisés » d'Etats détenteurs du feu nucléaire ou d'autres « armes spéciales » et qui font ou non partie du petit club des « nations responsables » signataires du traité NPT (non prolifération) : Inde, Pakistan...La Russie et la Chine constituent des cas d'espèces dans la mesure où leur situation politique intérieure est source d'instabilité et d'insécurité internationales.

Les « Etats-Voyous » font l'objet de toutes les attentions des Américains car leurs fusées représentent un réel danger pour les Alliés des Américains au Proche orient et

en Asie, et, précise *The Economist* (5), ces Etats sont, en même temps, les clients et « amis » de la Russie et de la Chine. Les Scud de Saddam Hussein pendant la Guerre du Golfe en 1991, les tirs de missiles indiens et pakistanais en 1998, coréens en 1999 et 2000 attestent de l'échec de l'accord sur les Régimes de Contrôle des Technologies de Missiles (MTCR).

Tous ces éléments, pris en compte dans les études du *National Security Council*, du DoD et autres *think-tanks* autorisés, se retrouvent dans le discours prononcé par le Président Bush devant la *National Defense University* le 1^{er} mai 2001 :

Aujourd'hui, le soleil se lève sur un monde très différent. Le Mur est tombé et l'Union Soviétique a disparu. La Russie d'aujourd'hui n'est pas l'Union Soviétique d'hier...La Russie d'aujourd'hui n'est pas notre ennemi...le Rideau de Fer n'existe plus...

Pourtant, ce monde continue à être dangereux, plus incertain, plus imprévisible. Davantage de nations possèdent des armes nucléaires et davantage encore aspirent à en posséder. Nombreux sont les pays possédant des armes chimiques et biologiques. Certains ont déjà élaboré la technologie de missiles balistiques qui leur permettrait d'envoyer des armes de destruction massive très loin et très vite. Et certains de ces pays contribuent à la prolifération de ces armes dans le monde.

Le plus inquiétant de tout est que sur cette liste figure certains des Etats les moins responsables du monde. A la différence de la Guerre Froide, la menace la plus imminente aujourd'hui ne provient pas des milliers de missiles balistiques aux mains des Soviétiques, mais d'un petit nombre de missiles aux mains de ces Etats – là, pour lesquels la terreur et le chantage sont un mode de vie. Ils cherchent à acquérir des armes de destruction massive pour intimider leurs voisins, et empêcher les Etats – Unis et les autres nations responsables d'aider leurs Alliés et amis dans des endroits stratégiques du monde...

Comme Saddam Hussein, certains des tyrans d'aujourd'hui ont la haine des Etats –Unis chevillée au corps. Ils haïssent nos amis, ils haïssent nos valeurs, ils haïssent la démocratie, la liberté et la liberté individuelle. La vie de leur peuple importe peu à bon nombre de ces tyrans. Dans un tel monde, la dissuasion de l'époque de la Guerre Froide ne suffit plus (6).

Pour le Président Bush, la conclusion s'impose : l'émergence de ces « nouvelles menaces » justifie l'abandon du Traité ABM. Dans sa conférence de presse avec Tony Blair à Londres le 20 juillet 2001, M. Bush invita la Grande-Bretagne à « travailler ensemble pour s'attaquer aux nouvelles menaces posées à notre sécurité », les quelles ne se réduisent pas aux missiles ni aux ADM :

Il existe de nouvelles formes de terreur : cyberterrorisme, extrémismes fondamentalistes, un extrémisme qui nous menace, menace Israël, notre proche allié et ami, et la Russie (7).

Il appela donc les Européens à collaborer à l'effort de coordination nécessaire pour « débarrasser le monde des forces de chantage et de terrorisme » (7). Appel auquel Tony Blair répondit volontiers :

l'OTAN doit envisager tous les moyens de s'opposer aux Etats-Voyous dotés d'armes nucléaires...le plus important, c'est que l'Europe et l'Amérique fassent cause commune ...car, le monde sera plus sûr et plus stable si l'Europe et l'Amérique demeurent unis. (8)

L'invitation faite par Washington à la Russie est de participer au développement d' « une nouvelle base pour la paix et la sécurité mondiales au XXI e siècle », d'établir une nouvelle relation fondée sur « l'ouverture, la confiance mutuelle et d'inévitables occasions de coopération...même pourquoi pas, un jour, dans une défense commune » (9).

Cette nouvelle politique de « la main tendue » repose sur « les responsabilités et les intérêts communs » de la Russie et des Etats-Unis. Le Président Bush invita la Russie, qui « n'est plus communiste », à faire partie du club des nations civilisées. Ce

pays, lié au sien par le Traité ABM, est, en vérité, l'objet premier des attentions de l'Administration Bush. Ce discours prend tout son sens quand on se rappelle qu'il fut prononcé à l'époque de l'incident de l'avion-espion EP3 Orion retenu par les Chinois à Hainan.

Toute la stratégie américaine est en cours de réorientation. L'Asie est devenue LA priorité des priorités (10). En collaborant avec la Russie, l'Amérique tente de distendre les liens, récemment resserrés, entre Moscou et Beijing, et d'impliquer ces deux anciens ennemis dans le concert des « démocraties de marché ». La diplomatie britannique collabore à sa manière et de son côté à cette entreprise.

Le cas emblématique de la Corée du Nord : un « Etat-Voyou » en mal de respectabilité

La « diplomatie de la réconciliation » (*Sunshine diplomacy*) lancée par le Président sud-coréen Kim Dae Jung est en panne. Les Sud-Coréens, le Général Thomas A. Schwartz, commandant les 37.000 soldats américains stationnés en Corée du Sud, ainsi que des experts tels que James Miles de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) de Londres s'inquiètent du renforcement substantiel des troupes terrestres nord-coréennes à 100 km de la DMZ, tout comme du programme de missiles balistiques de la Corée du Nord mettant le Japon et la côte Ouest des Etats – Unis à portée de tir (11).

Début octobre 2000, le bras droit du dirigeant nord-coréen Kim Jung Il se rendit à Washington où il s'engagea à combattre toute forme de terrorisme dans l'espoir de voir le nom de son pays rayé de la liste noire qui interdit tout prêt de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (12).

La visite exploratoire de Madeleine Albright à Pyongyang fin octobre 2000 visait à sonder les intentions du « Cher Dirigeant » (titre officiel de Kim Jung Il) à l'égard du monde extérieur. Ce fut le premier pas vers une possible normalisation des relations entre les deux pays qui ne s'étaient officiellement pas parlé depuis la fin de la Guerre de Corée, il y a cinquante ans. Le but premier avoué des Etats-Unis est de museler le programme balistique longue portée de la Corée. Pour prix de sa renonciation à poursuivre son programme, Kim Jung Il se verrait offrir des compensations commerciales et une aide économique lui permettant de réformer (lentement, d'après les souhaits de la nomenclatura de Pyongyang) l'économie de son pays en proie à la famine, et ainsi d'assurer la survie de son régime...(13).

L'initiative de sortir son pays de l'isolement international où cinquante ans de stalinisme et de culte de la personnalité ont conduit le pays à la famine revient au fils du défunt leader qui, après avoir rencontré les Présidents chinois, russe, et sud-coréen, a manifesté le désir d'ouvrir son pays aux Etats-Unis et à certains pays occidentaux (Suède, Italie, Royaume-Uni, Allemagne) (14).

Nation neutre, la Suède a une ambassade en Corée du Nord depuis de nombreuses années. L'Italie fut le premier pays du G7 à établir des relations en janvier 2000 avec Pyongyang. L'Allemagne a aussi accepté d'établir des relations diplomatiques, sans toutefois fixer de date précise (15).

Londres et Pyongyang.

Fin septembre 2000 eut lieu une grande première : à la demande du gouvernement nord-coréen, le British Council envoya trois enseignants à l'Université de Pyongyang.

En raison de l'absence de relations diplomatiques formelles entre les deux pays, ces enseignants furent placés sous la responsabilité de l'ambassade de Suède.

Le mois suivant, la Grande-Bretagne annonça qu'elle étudiait la possibilité d'une reprise des relations diplomatiques avec la Corée du Nord à la demande expresse de Pyongyang. Cette nouvelle fut annoncée par Robin Cook lors de sa visite à Séoul à l'occasion du troisième Sommet de l'ASEM (*Asia Europe Meeting*) où il accompagnait Tony Blair.

Prudent et mesuré, le *Foreign Secretary* déclara comme il est d'usage que l'ouverture de relations diplomatiques n'est, en aucune manière, synonyme d'une approbation de la conduite du régime. M. Cook espérait que

Cette démarche, conjuguée à celle d'autres Etats européens animés du même esprit, aidera à faire avancer le processus de réduction des tensions entre les deux Corée, contribuant ainsi de manière inestimable à la paix mondiale (16).

Robin Cook assortit sa déclaration d'un bémol : l'accroissement de l'aide alimentaire à la Corée du Nord devait servir à atténuer la famine et non pas être détournée au profit des quelque 1 million de soldats de Pyongyang.

S'adressant aux hommes d'affaires sud-coréens, Tony Blair salua avec enthousiasme le Président Kim Dae Jung dont les efforts pour réconcilier son pays avec le Nord lui valurent le prix Nobel de la Paix :

Il ne fait aucun doute que nous avons été les témoins d'une percée historique au cours de ces derniers mois, une percée qui améliorera la vie de tous les Coréens vivant sur la péninsule, qui rendra la Corée plus forte et le monde plus sûr.

J'apporte mon total soutien à l'engagement du Président Kim pour la réconciliation avec la Corée du Nord.

La réconciliation est une tâche immense. L'on ne peut se contenter de l'absence de conflit. Nous devons aller plus loin : répandre la prospérité, construire la confiance, rapprocher les gens et les familles, bannir à tout jamais la perspective de la guerre (17).

Cette normalisation des relations entre Londres et Pyongyang intervint au moment où Madeleine Albright se préparait à s'envoler pour rencontrer Kim Jung Il.

Néanmoins, aucun calendrier précis ne fut arrêté, l'accréditation des diplomates devant précéder la mise sur pied de la représentation diplomatique, processus lent auquel le *Foreign Secretary* n'entendait pas déroger (18). En effet, même si le dégel des relations entre la Grande-Bretagne et la Corée du Nord répond aux vœux les plus chers du Président sud-coréen, Londres poursuit des « objectifs et toute une gamme de préoccupations qui lui sont propres » (19), particulièrement en ce qui concerne les droits de l'Homme et la fabrication de matière fissiles dont Pyongyang s'est fait un grand pourvoyeur en Asie et au Moyen Orient.

Mis à part l'aide alimentaire, les Européens participent avec les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon au KEDO (*Korean Peninsula Energy Development Organisation*) qui, depuis 1994, a mis en œuvre un programme de substitution destiné à tarir la production illicite de plutonium par la Corée du Nord. Or, en Corée du Nord comme en Irak, les Européens éprouvent les plus grandes difficultés à faire contrôler les installations litigieuses par des équipes d'inspecteurs internationaux (20).

LA NOUVELLE PROTECTION : LE BOUCLIER ANTI-MISSILES

Le projet initial

Après la publication à l'été 1998 du Rapport Rumsfeld mentionnant la possibilité pour certains « Etats-Voyous » de disposer de missiles balistiques pouvant atteindre les Etats- Unis, le Congrès américain (alors à majorité républicaine) adopta en juillet 1999 le *National Missile Defense Act* qui oblige l'Administration à développer un système anti-missiles balistique pour protéger l'intégralité du territoire des Etats-Unis (Alaska et Hawaï compris). Ce texte fut signé par le Président Clinton, malgré les réticences de l'Administration, consciente des difficultés que cela entraînerait avec la Russie au sujet du traité ABM.

Le Bouclier contre les missiles balistiques nucléaires (*National Missile Defense* ou NMD) fut initialement conçu comme une réédition réactualisée du projet de « Guerre des Etoiles » ou « Initiative de Défense Stratégique » (*Star Wars* ou *Strategic Defense Initiative* ou SDI) qui avait connu un début de commencement sous l'Administration Reagan.

Initialement, la NMD était un projet destiné à protéger les 50 Etats américains contre une attaque de missiles balistiques lancés par un ou des « Etats-Voyous », renommés récemment « Etats inquiétants » (*States of concern*) par Donald Rumsfeld. La « menace » est présentée en ces termes au DoD par l'Organisation chargée de la Défense anti-missiles balistiques (*Ballistic Missile Defence Organisation* ou BMDO) :

Alors que la fin de la Guerre Froide semblait apparemment déboucher sur une réduction des conflits mondiaux, la menace émanant de missiles étrangers n'a cessé de croître au fur et à mesure que la technologie de pointe en matière de missiles devenait accessible à grande échelle. La prolifération d'ADM ainsi que de missiles balistiques et de croisière en mesure de leur servir de vecteurs pose une menace directe et immédiate à la sécurité des troupes américaines et de leurs matériel sur des théâtres d'opérations extérieures, à nos alliés et à nos amis, tout comme à notre pays lui-même. Nous avons déjà été témoins de l'usage courant que font certains pays de missiles balistiques de théâtre à des fins militaires. Depuis 1980, des missiles balistiques ont été utilisés dans six conflits régionaux. Les missiles balistiques stratégiques, y compris les missiles balistiques intercontinentaux et ceux lancés à partir de sous-marins (ICBMs et SLBMs) existent à profusion dans le monde aujourd'hui (21).

La NMD devait aboutir, à l'horizon 2015, à la mise en place de 250 intercepteurs défensifs sur deux sites. Au départ, d'un simple système de détection et de pré-alerte, une phase ultérieure pourrait consister à élargir le champ stratégique (terre – air – mer) à la dimension spatiale, et, par conséquent, conduire à la militarisation de l'espace. Si cette dynamique se poursuit, elle rendra inéluctable une nouvelle course aux armements et à la domination militaire de l'espace où le US Space Command entend régner grâce à ses armes anti-satellites (*ASAT Weapons*).

L'obstacle majeur à cet engrenage est d'ordre juridique : c'est le traité soviéto-américain ABM (*Anti Ballistic Missile*) de 1972 (22) qui, dans son article 1, interdit explicitement le système NMD. Un Rapport publié par le GRIP argue que Vladimir Poutine n'a ni les moyens ni l'intention de s'opposer au projet américain ou bien à la proposition américaine d'amender le Traité ABM. (23).

Le traité ABM

Le Traité ABM (*Anti Ballistic Missile*) de 1972 régit les conditions dans lesquelles les Etats-Unis et l'Union Soviétique pouvaient développer et déployer des systèmes de missiles anti-balistiques. Ce traité a permis la signature des accords de réductions des armements nucléaires stratégiques START I, II et III (si la négociation actuelle sort de l'impasse). En effet, Washington souhaite renégocier, voire tout simplement abroger (même unilatéralement) le Traité ABM qu'il considère comme un « vestige » (*a relic*) de la Guerre Froide.

Tous les experts s'accordent pour dire qu'une abrogation du traité remettrait en cause les accords START, relancerait la course aux armements et encouragerait la prolifération contre un « Bouclier » qui paraît plus offensif in fine que défensif aux yeux des Etats concernés (24).

Les tenants du traité, tels le Président Jacques Chirac, considère qu'il constitue toujours « la pierre angulaire de la sécurité et de la stabilité internationale ».

L'Administration Bush, pour sa part, estime que le traité de 1972 n'est plus en phase avec « le nouvel environnement stratégique ». En Europe, des Etats tels que la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Pologne, la Turquie, la Hongrie et la République tchèque ont récemment manifesté une certaine « réceptivité » envers l'Administration Bush, s'est plu à souligner Condoleeza Rice (25).

The Economist veut aborder « les vraies questions » sans aucun parti pris idéologique (26). Il n'est d'aucune utilité de s'accrocher avec nostalgie, argue l'hebdomadaire, au Traité ABM au motif qu'il a représenté pendant trente ans « la pierre angulaire de la stabilité stratégique ». A quoi sert ce traité, s'interroge-t-il, si depuis dix ans il n'a pas permis de supprimer un seul bombardier ou missile existant ? A quoi est-il bon s'il empêche l'Amérique ou la Russie de se prémunir contre toute attaque d'un Etat-Voyou ? Le pragmatisme, et non l'idéologie, doivent servir de pierre de touche pour évaluer les résultats des accords de contrôle des armements : ces accords ont-ils renforcé la stabilité et la sécurité ? Ne profitent-ils qu'à l'Amérique ? Qu'elles seront les conséquences de l'abandon du Traité ABM et de la mise en place (si tant est qu'elle soit technologiquement réalisable) du « Bouclier défensif » ? Telles sont les vraies questions.

Le Général Ralston (SACEUR) a bien compris que le souci des Européens n'est pas de savoir si les Etats-Unis veulent ou non construire une NMD (jugée acquise), mais plutôt de savoir si Washington entend se retirer unilatéralement du Traité ABM (27).

Lors de son discours à la *National Defense University*, le 1^{er} mai 2001, George W. Bush a expliqué pourquoi il fallait « repenser l'impensable » (*think the unthinkable*), « trouver de nouveaux moyens de préserver la paix »; il a préconisé « une nouvelle politique » fondée sur « de nouveaux concepts de dissuasion tant pour les armes offensives que défensives », et donc la nécessité de mettre en place un « nouveau cadre » en s'affranchissant d'un traité qui ne reflète plus le monde d'aujourd'hui puisque l'ennemi a changé ».

Dans sa conférence de presse conjointe avec Tony Blair à Londres le 19 juillet 2000, le chef de l'Exécutif américain a repris ce thème pour essayer de convaincre les Européens majoritairement réticents, voire hostiles à son projet et à l'abrogation du traité. Il dit vouloir « aller au-delà » d'un traité qui a codifié une situation qui n'existe plus, et s'entretiendra avec le Président russe, comme il l'a fait avec Tony Blair, pour

le convaincre d'œuvrer avec les Etats-Unis pour « nous attaquer aux menaces nouvelles en matière de sécurité auxquelles nous sommes tous confrontés ».

Interrogé le même jour par *Le Monde*, George Bush justifia l'abandon du traité en invoquant que d'une part ce texte appartenait à une époque révolue (celle de la Guerre Froide), et d'autre part « il est temps de développer un nouveau cadre stratégique pour la paix » permettant de faire face aux nouvelles menaces et formes de terreur » (28).

Les Américains soulignent que leur opinion publique est plus sensibilisée que les Européens à ces nouvelles menaces, surtout depuis les tirs effectués par l'Inde et le Pakistan en 1998 et les lancements de missiles de moyenne portée par les Nord – Coréens et les Iraniens en 2000.

Le JANE'S partage les inquiétudes de la communauté internationale quant au projet NMD, mais pense que, plutôt que d'amender le Traité ABM, la Russie se lancera dans une nouvelle course aux armements. C'est aussi le point de vue de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui, le 1^{er} décembre 1999, approuva (84 voix pour, 4 contre, 68 abstentions) une résolution appelant les Etats-Unis à abandonner leur projet. Le 03 février 2000, Kofi Annan, le Secrétaire Général des Nations Unies, mit solennellement en garde contre « la dangereuse course aux armements qui se profile à l'horizon ». Les Scandinaves ont, eux, déjà tiré la sonnette d'alarme tant en ce qui concerne le Traité ABM que le déploiement d'ABM par la Russie dans leur voisinage (29).

La nouvelle version du projet NMD :

L'Administration Bush veut développer un projet plus ambitieux que celui mis en veilleuse par Bill Clinton dans la dernière année de son mandat. Les capacités militaires envisagées devraient dépasser le simple projet NMD basé à terre et se transformer en une BMD (*Ballistic Missile Defense*) incorporant des éléments basés en mer et, ultérieurement dans l'espace.

William Pfaff, dans *The International Herald Tribune*, se gausse de cette « vision empruntée à Hollywood » (30), faisant référence aux gadgets futuristes et au scénario de science-fiction du film à grand spectacle *Star Wars*. *The Economist* accuse George W. Bush de cacher son jeu et d'avancer masqué en prétextant commodément de la menace que poseraient quelques Etats renégats pour, en réalité, construire un gigantesque astrodome mettant sous cloche le territoire américain (31).

La *Federation of American Scientists* (FAS) juge que l'Organisation chargée de la défense anti-missiles balistiques (BMDO) devra faire face à un retard de deux ans par rapport au projet de 1999 (32).

Lors de sa conférence sur la sécurité à Munich, en février 2001, Donald Rumsfeld offrit d'étendre la couverture du bouclier américain à tous ses alliés, en Europe comme en Asie. Cette proposition permettait de désamorcer les oppositions des uns et des autres et d'échapper à un double reproche : celui d'unilatéralisme et celui que l'Amérique cherchait à assurer sa sécurité en sanctuarisant son seul territoire.

Si, par son étendue, la NMD est destinée à se transformer en Bouclier mondial ou GMD (*Global Missile Defense*), son objectif demeure officiellement toujours identique, c'est-à-dire limité à contrer les menaces potentielles émanant d'« une poignée de *Rogue States* » prêts à « faire chanter » les Etats-Unis ou d'autres Etats.

LES IMPLICATIONS FINANCIERES ET TECHNIQUES

Le coût du projet de Bouclier anti-missiles

The Economist dénombrait sept projets à l'étude pour neutraliser des missiles intrus en 1999, le tout pour un coût dépassant \$ 3 milliards en 2000 (33).

Actuellement, il existe différents types de défense anti-missiles correspondant à différents niveaux de couverture : ponctuelle, de théâtre, national et mondiale.

Devant la difficulté de détruire un missile en vol par collision (*hitting a bullet with a bullet*), les sceptiques dénoncent le gaspillage de l'argent du contribuable et en reviennent à la diplomatie et à la dissuasion pour assurer une vraie sécurité.

D'après Claude Serfati, la réalisation du projet SDI/*Star Wars* nécessita un accroissement énorme des dépenses militaires, et en particulier celles consacrées à la R&D qui passèrent de \$ 30 à \$ 67 milliards entre 1980 et 1990 (34). La Guerre du Golfe, écrit l'auteur, conduisit à une réorientation du programme, en outre, les recherches menées dans le cadre de la SDI servirent au système NMD dont la finalité est tout autre.

Dans sa configuration finale, le système NMD devrait passer de 20 intercepteurs de missiles en 2005 à quelque 50 intercepteurs en 2011, c'est-à-dire au delà d'une éventuelle seconde présidence Bush. Ce programme sera pris en compte par les stratèges du DoD dans leur programme *Joint Vision 2020*.

Une fois terminé, le système nécessitera 6 stations modernisées d'alerte avancée et 9 stations radar haute résolution (*X-band*). La station de Fylingdales sera concernée au tout premier chef par ces deux types de radar, à supposer que l'enquête publique diligentée par Downing Street donne le feu vert espéré. Eu égard au délai de plusieurs années nécessaire à la conduite de cette enquête, Washington presse Londres de rendre une réponse de principe diligemment (35).

Donald Rumsfeld a poussé le budget militaire total à \$ 343,5 milliards, le plus haut jamais atteint depuis la Guerre Froide pour l'année fiscale 2002 (FY02). Il faudra attendre le budget 2003 et le résultat de l'Evaluation Quadriennale de Défense (QDR) pour connaître le chiffrage (et les dépassements budgétaires déjà réalisés) de la « Révolution dans la Défense » dont il est chargé (36). Les programmes actuels de TMD du BMDO, en plus du système NMD, devraient dépasser \$ 100 milliards pour leur installation et maintien en service sur un cycle de vie de vingt ans. Le passage d'un système NMD à un plus ambitieux programme BMD impliquera un financement supplémentaire conséquent (37). Par conséquent, soit le budget du Ministère de la Défense américain (*Department of Defense* ou DoD) devra être augmenté, soit des coupes sombres devront être faites sur d'autres postes...le tout à une époque où le candidat Bush s'était engagé à faire baisser les rentrées fiscales.

La faisabilité du projet

Dans l'état actuel de développement du programme, les Américains reconnaissent qu'ils ne sont pas en mesure de garantir la bonne fin du projet.

Sur quatre tirs effectués, un seul, le dernier, a fonctionné, ouvrant ainsi la porte à tous les espoirs des partisans du programme.

Le JANE'S constate que l'empressement de Washington à faire entrer en service ne serait-ce qu'une version édulcorée de BMD se heurte à l'existence de bien réels

problèmes techniques. La mise en place d'une « architecture multi-couches » (TMD, NMD, BMD) pourrait prendre plus de temps que prévu par les planificateurs du DoD avant que sa fiabilité et son caractère opérationnel n'aient été démontrés, fût-ce au prix de quelques atteintes à l'environnement.

Personne aux Etats-Unis, à commencer par le Président lui-même, ne se hasarde à faire des pronostics, car personne n'ignore les problèmes technologiques à résoudre pour relever ce défi :

Nous évaluerons ce qui marche et ce qui ne marche pas. Nous savons que certaines approches seront inopérantes. Mais, nous savons aussi que nous sommes capables de tirer parti de nos réussites (38),

déclarait le Président Bush dans un acte de foi devant la *National Defense University*.

Au-delà des très importants enjeux stratégiques et politiques, le projet de Bouclier anti-missiles comporte une indéniable dimension industrielle, économique et financière.

Les retombées économiques et financières du projet

Chercheur associé au GRIP (*Group for Research and Information on Peace and security*), Aris Roubos écrivit dans *La Libre Belgique* un article décrivant « la portée économique du bouclier anti-missiles » (39). Les chiffres du budget nécessaire à sa réalisation ont connu une croissance véritablement exponentielle. Ainsi, l'architecture de la NMD limitée de Bill Clinton évaluée à \$ 60 milliards dépasse actuellement les \$ 100 milliards pour le projet de GMD de Bush, alors que les composantes spatiales du futur parapluie ne sont ni définies ni chiffrées. Aris Roubos attribue le statut de locomotive au projet Bush qui permettra de relancer la R&D dans les technologies spatiales, et par là même fera repartir de plus belle la « révolution de l'information ».

Les retombées financières profiteront aux industries civiles américaines des secteurs de lanceurs spatiaux, des satellites et des communications.

Un volet non négligeable des négociations entre les Américains et leurs alliés européens et japonais porte sur la sous-traitance des composantes de ce programme. En Europe, le Royaume-Uni escompte de fortes retombées économiques de la modernisation des deux stations radar de Fylingdales et de Menwith Hill, tandis que l'Allemagne négocie la participation de ses entreprises à cette gigantesque entreprise.

Il n'est pas jusqu'à la Russie qui pourrait être également partie prenante. Ainsi, Andrei Kozyrev, l'ancien Ministre russe des Affaires Etrangères (1992-1996), adjure la Russie de Poutine de comprendre enfin où se situe son véritable intérêt : la Russie doit subordonner sa politique étrangère à ses intérêts économiques, et abandonner ses a priori idéologiques, ces « vieux stéréotypes dépassés ». Il enjoint aux Russes de tourner la page, d'abandonner leur obsessionnel anti-américanisme et d'embrasser un partenariat avec les Etats-Unis. De toute façon, la Russie doit se persuader qu'elle est elle-même aussi menacée que d'autres pays par les « nouvelles menaces ». Pragmatique, M. Kozyrev conclut :

Plutôt que de s'engager dans l'amertume et la psychose de l'espionnage, il est temps pour la Russie de trouver sa place sous le soleil capitaliste (40).

Pour M. Roubos, l'arrivée de l'équipe Bush à la Maison Blanche correspond à une nouvelle période, celle de « la militarisation de l'économie » dans la mesure où le Pentagone veille sur les avoirs des « investisseurs » à Wall Street. Il s'explique sur ce qu'il appelle cette « géoéconomie de guerre » : l'appareil militaire et les agences de renseignements se doivent de suppléer aux carences des secteurs civils, particulièrement dans les domaines de pointe tels que les technologies spatiales, les systèmes anti-missiles, les télécommunications et l'information. L'externalisation (*outsourcing*), c'est-à-dire la sous-traitance de tâches militaires à des entreprises civiles est un véritable pactole pour ces dernières, « le plus gros jamais accordé par le gouvernement américain ».

C'est avant tout aux milieux financiers que s'adressent M. Bush avec de son discours du 1^{er} mai à la *National Defense University*, et le Secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld lors de sa conférence de presse du 8 mai 2001...Le principal destinataire des actions politiques et messages républicains est sans conteste Wall Street (41),

pense M. Roubos. Les commandes militaires ont aussi pour but d'éviter le dégonflement de « la baudruche financière ». Elles révèlent l'existence d'« un faisceau d'intérêts convergents entre les protagonistes économiques et financiers et les acteurs politiques et militaires » (le fameux « complexe militaro-industriel ») où les seconds se substituent aux premiers en raison des réticences des marchés financiers à assurer les coûts liés aux nouvelles structures de la société de l'information indispensable à la domination mondiale. « En clair, les 'fins' sont économiques, mais les 'moyens' sont militaires ».

Dans cette optique, le système NMD constitue aux yeux de l'US Space Command une étape vers le but ultime, à savoir la conquête de l'espace. Les Etats-Unis entendent bien profiter de leur avance technologique actuelle pour éliminer au plus vite tout rival potentiel, ce qui suffit amplement à justifier les résistances et oppositions rencontrées jusqu'ici par le projet Bush.

Dans le *Army Green Book* publié par l'*Association of the United States Army* (AUSA), le Général John Costello, commandant la Défense Anti-missiles de l'Espace de l'Armée de Terre des Etats-Unis (*US Army Space and Missile Defense Command* ou USASMDC) explique les défis que posent l'espace et la défense anti-missiles aux Etats-Unis au XXI^e siècle :

La coopération interarmées s'est concrétisée en 1999 lors d'un exercice où les moyens Aegis ('bouclier', en grec) basés en mer ont complété le système Patriot basé à terre...L'utilisation des moyens civils à des fins militaires fait partie intégrante de la doctrine (formulée par TRADOC) (42).

Ce que redoutent les Américains pardessus tout, c'est la possibilité, révélée par des war games futuristes (*futuristic war games*), que :

Des adversaires du XXI^e siècle mettront en œuvre une vaste gamme de mesures létales et non létales pour nous interdire d'avoir accès à des capacités basées dans l'espace (43)

Désormais, les Américains veulent s'assurer non seulement de la supériorité, mais de la suprématie, c'est-à-dire de la domination sans rival de l'espace. C'est la raison pour laquelle

...Les armées américaines doivent se doter des moyens d'exploiter les moyens spatiaux commerciaux (civils) et, dans le même temps, en interdire l'accès à leurs adversaires (44).

Il poursuit avec des exemples qui ne relèvent pas de la « politique fiction » :

Eagle Vision II et le programme d'exploitation tactique (TES) constituent deux programmes clés devant donner à l'USASMDC la *supériorité dans la guerre de l'information...* Le *cyberespace* sera l'arène dans laquelle les guerres de l'avenir se joueront. La *supériorité de l'information* devrait permettre de faire échec aux missiles adverses équipés d'armes de destruction massive (45).

Cette thèse est illustrée par Claude Serfati dans *La Mondialisation armée* : « la maîtrise de l'espace est un objectif prioritaire de l'Administration et des militaires américains » qui assurent leur domination informationnelle grâce aux technologies de l'information (46).

La « course à la technologie militaire » a ouvert la boîte de Pandore, avertit Jacques Isnard dans *Le Monde*. On assiste au

début d'une compétition lourde de conséquences civiles et militaires, dans le contrôle de l'espace, entre pays désireux de sauvegarder leur souveraineté et leur marge de manœuvre en matière de communications, de commerce international et de sécurité (47).

En cherchant à s'affranchir de toute contrainte, les Etats-Unis risquent de « perturber durablement tout le système international », conclut M. Isnard.

Le Président Bush a pris conscience que le déploiement unilatéral du bouclier serait hautement préjudiciable, qu'il devait passer par une intense activité diplomatique tant est grand le scepticisme de la communauté internationale sur la nécessité d'un tel système.

C'est pourquoi il a annoncé au cours de son discours à la *National Defense University* qu'il allait dépêcher des émissaires de très haut rang en Europe, au Canada et en Asie pour lancer des consultations. De son côté, Tony Blair se chargera lui-même d'aller voir Vladimir Poutine avant que ce dernier ne rencontre George W. Bush en Europe.

L'IMPACT DU PROJET NMD SUR LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Préoccupés par les réticences des Alliés envers le projet NMD, Washington envoya des émissaires dès l'élection de George W. Bush pour convaincre les Européens du bien fondé du projet de Bouclier anti-missiles (48).

Précédant Donald Rumsfeld à Munich, Henry Kissinger déclara fin janvier 2001 qu'aucun Président américain ne peut renoncer à l'utilisation des armes nucléaires à l'encontre d'un « Etat-Voyou ». Les Européens ne devraient pas espérer que la vulnérabilité soit le prix à payer par les Etats-Unis pour la solidarité atlantique (49).

Le Secrétaire-Général de l'OTAN, Lord Robertson, constata qu'une plus grande « réceptivité » se manifestait, qu'une prise de conscience progressive s'effectuait chez les dirigeants européens de la réalité des « nouvelles menaces » auxquelles la presse n'avait pas encore sensibilisé l'opinion publique. Toutefois, le fait que les Européens n'invoquaient plus les objections russes pour différer le débat de fond constituait un progrès, notait-il.

Mais l'état d'esprit des Européens n'était toujours pas propice à la conciliation comme en attestent les gros titres de la presse écrite et parlée : « L'Europe sur la défensive » (50), « Tensions entre l'Europe et les Etats-Unis sur les questions de défense » (51), « L'OTAN refuse la NMD » (52), « Divergences entre l'Europe et les Etats-Unis sur le projet de Bouclier anti-missiles » (53), « L'OTAN inflige un camouflet à Powell sur la défense anti-missiles » (54), « Les Etats-Unis et l'Europe sont divisés sur la défense anti-missiles » (55).

Si, en privé, Robin Cook reconnaît partager les inquiétudes des Etats-Unis quant aux « nouvelles menaces », en public, les Alliés font bloc. Persévérant, le Général Powell confiait qu'avec le temps et de la pédagogie les Européens se convertiraient et comprendraient la vraie nature des menaces émergentes et du potentiel technologique capable de les contrer.

Lors de son premier déplacement en Europe, George W. Bush fut en mesure de jauger sur place et par lui-même l'émoi causé au sein de l'Alliance Atlantique par son projet de NMD, jugé coûteux, aléatoire et déstabilisateur.

A son départ de Bruxelles il n'était pas parvenu à débloquer la situation : seule une poignée de pays sur les 19 membres de l'Alliance le soutenaient, nombreux étaient ceux qui demeuraient attentistes, et toujours les mêmes irréductibles continuaient à traîner les pieds.

Mais, le Président Bush ne désespère pas de parvenir à convaincre les Européens dont la « nervosité sera apaisée quand ils entendront la logique qui sous-tend le raisonnement » (56).

George Bush eut beau abjurer son credo unilatéraliste, promettre de tenir compte des inquiétudes russes, son entreprise de charme, soutenue par Silvio Berlusconi (qui faisait lui aussi ses débuts à l'OTAN), ne souleva pas l'enthousiasme de ses Alliés.

Tony Blair tenta de faire le grand écart pour rapprocher les points de vue :

Nous devrions être prêt à nous asseoir ensemble pour discuter des vrais problèmes que soulève cette question (57).

Mais le journaliste du *New York Times* rappelle que, même si les Britanniques non seulement éprouvent de la sympathie pour le projet américain de Bouclier anti-missiles, et même s'y intéressent vraiment, Tony Blair (à la différence de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder) semblait ne pas souhaiter vouloir rentrer dans le vif du sujet pour le moment.

Certes, George Bush a su se montrer plus pédagogue que son Secrétaire d'Etat, Donald Rumsfeld venu en éclaireur à Munich. Certes, il a différé dans le temps la « conversion » des Européens à ses idées, mais, en fin de compte, il n'a pas démordu de sa position initiale : ce projet sera réalisé, avec ou sans le consentement de ses Alliés, avec ou sans l'approbation de la Russie.

Les spécialistes tels Bruno Tertrais considèrent que le projet de Bouclier anti-missiles et celui de constitution d'une Force Européenne de Réaction Rapide sont les deux défis qui soumettront à tension la relation transatlantique dans les prochaines années. Chacun de ces deux programmes pourrait très bien affecter l'autre.

Ainsi, l'unilatéralisme américain pourrait doper les efforts des Européens en matière de PESCD. Une autre hypothèse envisageable serait que l'utilisation des

radars basés sur le territoire danois et britannique débouche sur une rupture entre les pays européens participant directement au projet américain et ceux qui s'en sont abstenus. Les divisions entre les membres de l'UE sur ces questions pourraient porter un sérieux coup aux efforts des Européens pour construire une politique de défense commune. Enfin, la réticence des Européens à accepter le projet NMD pourrait aussi accroître l'hostilité des Américains envers la PESCD.

In fine, même s'il paraît stratégiquement fondé, le projet de Bouclier anti-missiles semble politiquement discutable, aux yeux de M. Tertrais (58).

Les réactions les plus vives au projet américain viennent de Russie et de Chine. En Europe, le débat sur l'extension du programme NMD tombe mal, car il arrive au moment où les budgets sont essentiellement orientés vers l'augmentation des capacités de gestion des crises.

Notes de la première partie : **Le projet américain de Bouclier anti-missiles**

- (1) GUICHARDAZ P., LOINTIER P., ROSE P., *L'Info-Guerre – Stratégies de contre-intelligence économique pour les entreprises*, Dunod, Paris, 1999, 200 pages. Les auteurs écrivent page 63 : « l'un des meilleurs exemples de désinformation a été l'initiative américaine de la 'Guerre des Etoiles'. Les Américains n'ont jamais eu l'intention de déployer un bouclier anti-missiles dans l'espace pour se défendre des attaques soviétiques. L'objectif de ce projet, et de la médiatisation qui a suivi son annonce, était de pousser les Russes à penser que les Américains disposaient de la technologie nécessaire pour mener à bien ce projet. Les Russes ont ainsi augmenté considérablement leurs budgets militaires pour rattraper leur retard. Au détriment d'investissements économiques qui auraient été plus utiles. ».
- (2) *Le Monde*, *Rêver une vraie défense antimissile*, 2 février 2001, p.1 & 16
- (3) JANE'S INTELLIGENCE REVIEW, *NMD: an International Concern*, May 2000, p.43-47. Ce numéro présente une étude détaillée de l'état actuel des réalisations chinoises, nord-coréennes et russes en matière de missile balistique.
- (4) Dans une longue étude sur les *Rogue States* parue dans *Z Magazine*, Noam Chomsky conclut que si les Etats –Unis et la Grande-Bretagne n'étaient pas aussi puissants ils rempliraient à maints égards les critères servant à les caractériser comme « Etats-Voyous ».
- (5) *The Economist*, *Rockets overhead*, July 31, 1999.
- (6) National Defense University Speech, May 1, 2001:
URL: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/05/20010501-10.html>
- (7) *Le Monde*, 19 juillet 2001. Il existe de nouvelles formes de terreur : cyberterrorisme, extrémismes fondamentalistes, un extrémisme qui nous menace, menace Israël, notre proche allié et ami, et la Russie.
- (8) *The Times*, *Bush wants to end Cold War thinking*, July 14, 2001
- (9) National Defense University Speech, May 1, 2001
- (10) RAND Corp., *The United States and Asia-Toward a New US Strategy and Force Posture*, MR – 1315-AF, 2001 est un ouvrage collectif portant sur une récente réévaluation de la politique et de la stratégie américaine dans cette région..
- (11) BBC News, *North Korea: a military threat ?*, 12 June 2000
- (12) BBC News, *North Korea and US move closer*, 06 October 2000

- (13) International Herald Tribune, *North Korea hints at deal*, October 25, 2000
- (14) Electronic Telegraph, *Albright and Kim pave the way for Korean thaw*, issue n°1978, 14 October 2000
- (15) Les sites suivants fournissent des informations sur ce « pays reclus » (*The Hermit Kingdom*) :
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/kn.html>
<http://www.unikorea.go.kr/eg/load/D42/D421.htm>
- (16) FCO, *Britain to open diplomatic relations with North Korea*, 19 October 2000
- (17) BBC News, *UK and North Korea forge ties*, 19 October 2000
 Aftenposten, *Storbritannia aepner for Nord Korea*, 19. Oktober 2000
- (18) Electronic Telegraph, *A normal North Korea ?*, 20 October 2000
- (19) Electronic Telegraph, *Britain to renew diplomatic ties with North Korea*, issue n°1974, 20 October 2000
- (20) The Economist, *A role for Europe in Korea*, October 21, 2000
- (21) BALLISTIC MISSILE DEFENSE ORGANISATION? *Why ballistic missiles? The Threat*
 URL: <http://www.acq.osd.mil/bmdo/bmdolink/html>
- (22) La *Federation of American Scientists* (FAS) a compilé un dossier complet sur le Traité ABM sur son site à l'URL suivante :
<http://www.fas.org/nuke/control/abmt/index.html>
 D'intéressantes prises de position relatives au Traité ABM et à la NMD figurent sur les sites de l'*Heritage Foundation* ou bien sur celui de la *Brookings Institution* :
<http://www.heritage.org/library/keyissues/missiledefence>
<http://www.heritage.org/views/2001/ejfo1-14.html>
<http://www.brook.edu/comm/policybriefs/pb86.htm>
- (23) WAUTELET Michel & ROUBOS Aris, *National Missile Defense – Le retour de la Guerre des Etoiles et les enjeux stratégiques*, GRIP, Rapport n°00/4, Bruxelles, juin 2000
- (24) International Herald Tribune, *A Likely Result of Missile Defense ? More Missiles*, May 3, 2001
- (25) Electronic Telegraph, issue n°2217
- (26) The Economist, *Bush's Nuclear Umbrella*, May 5, 2001
- (27) JANE'S Defence Weekly, 18 April 2001, p.32
- (28) Le Monde, 19 juillet 2001. Dans le numéro daté du 05 juin 2001, Jacques Isnard est d'avis qu'en développement une TMD (*Theatre Missile Defense*) plutôt qu'une NMD, les Etats-Unis ne violeraient pas à proprement parler le Traité ABM.
- (29) Defense News, *Countries grapple with NMD, Defense reviews*, vol.16 n°8, February 26, 2001
- (30) International Herald Tribune, *US Defense Plan, Lost in Space, Ignores Real Perils*, May 10, 2001
- (31) The Economist, *Missile defences: what are they really for?*, July 19th, 2001
- (32) La FAS a constitué un dossier très complet sur le projet NMD sous forme d'un Observatoire dédié « aux armes spéciales » <http://www.fas.org/spp/starwars/program/nmd>
- (33) The Economist, *Rockets overhead*, July 31st, 1999
- (34) SERFATI Claude, *La mondialisation armée – Le déséquilibre de la terreur*, La Discorde, Textuel, Paris, 2001, p.105
- (35) Electronic Telegraph, *'Star Wars' missile shield threatens to split the Cabinet*, 02 July, 2000
- (36) The Economist, *Cannon to the right of him, cannon to the left*, 30 June 2001
- (37) JANE'S Defence Weekly, *BMD takes shape*, p.32
- (38) WHITE HOUSE, *remarks by the President to students and Faculty at National Defense University*, May 1, 2001: "We will evaluate what works and what does not. We know that some approaches will not work. We also know that we will be able to build on our successes."
- (39) ROUBOS Aris, *La portée économique du bouclier anti-missiles*, GRIP, 14/06/01 URL :
<http://www.grip.org/bdg/g1004.html>

- (40) Ibid. : Face à Face Aris Roubos Andrei Kozyrev
- (41) ROUBOS Aris, *Une géoéconomie de guerre*, GRIP, 10/06/01. Au nombre des entreprises raflant la mise se trouvent Lockheed-Martin, TRW, Raytheon, EDS (Electronic Data System), Compaq...
URL : <http://www.grip.org/bdg/g1001.html>
- En annexe se trouve une analyse des « tendances et perspectives » de *l'Info-Guerre* faisant ressortir que l'enjeu final de la bataille de l'information dans un monde globalisé est la survie des entreprises et des Etats : dans ce contexte, « le contrôle de l'information devient la composante clé du pouvoir économique et politique ».
- (42) ARMY 1999-2000 GREEN BOOK, p.188. URL: <http://www.ausa.org>.
RAND Corp., *Commercial Observation satellites – At the leading edge of Global transparency*, MR – 1229, 2001.
- (43) Ibid. p.185
- (44) Ibid. p.186-7
- (45) Ibid. p.188
- (46) SERFATI Claude, *ibid.* p.103
- (47) Le Monde, 05 juin 2001
- (48) International Herald Tribune, *Bush Can't Afford to Ignore Missile Defense, Envoys tell Europeans*, February 6, 2001
- (49) Defense News, *Europeans warm to Missile Defense*, May 28-June 3
- (50) The Economist, *Getting defensive*, February 10, 2001
- (51) CNN, *Europe tense on Defence*, February 23, 2001
- (52) CNN, *NATO fails to embrace NMD*, May 29, 2001
- (53) Electronic Telegraph, *Europe falls out with US over missile plan*, issue n°2196, 30 May 2001
- (54) The Guardian, *NATO snubs Powell over missile defence*, May 30, 2001
- (55) International Herald Tribune, *US & NATO split over Missile Defence*, May 30, 2001
- (56) The Times, *NATO Summit – Bush wants to end Cold War thinking*, June 14, 2001
- (57) International Herald Tribune, *Bush Tells NATO Shield is Needed*, June 14, 2001
- (58) TERTRAIS Bruno, *US Missile Defence – Strategically sound, politically questionable*, Centre for European Reform, Working Paper, April 2001. L'auteur est Maître de Conférences à l'IEP de Paris et Conseiller particulier auprès du Directeur des Affaires Stratégiques au Ministère de la Défense en France.

DEUXIEME PARTIE

LES REACTIONS AU PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTI-MISSILES

Dans les négociations START III, la Russie voudrait aller plus loin que les accords de désarmement déjà engagés à Helsinki en 1997 ; tout en préservant l'importance de sa dissuasion, elle souhaiterait faire se rejoindre la défense anti-missiles et le désarmement nucléaire.

La Chine, pour sa part, risque d'être plus affectée en raison de son faible équipement en missiles ICBMs ; or, depuis qu'elle a entrepris de renforcer son arsenal nucléaire, l'Inde et le Pakistan se livrent à une surenchère.

M. Douglas L. McElhaney, chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, reconnaît que la NMD provoque un vif débat entre les Etats-Unis et leurs Alliés, de même que l'appréciation quant à la nature des menaces . La menace est bien réelle : en termes de gestion des risques (*Risk Management*), les services de renseignements américains (1) cherchent à en évaluer la probabilité et à mesurer l'ampleur des conséquences éventuelles. Il est impensable de jouer à la roulette russe : « ligne Maginot » de l'espace, la NMD est une police d'assurance dont l'Amérique attend un « retour sur investissement » (2).

LES REACTIONS HOSTILES

En Russie comme en Chine on assiste à une véritable levée de boucliers contre le projet de bouclier anti-missiles américain.

En Russie :

Le contre - projet russe Euro BMD

Le Général Vladimir Yakolev, Chef des fusées stratégiques russes, a fait savoir que le système NMD de George W. Bush remettrait en cause le traité ABM, pierre angulaire du désarmement et des accords START (*Strategic Armaments Reduction Talks*) au nom desquels se poursuit la destruction des têtes nucléaires russes et américaines (3). L'ambassadeur de Russie en France, Nicolaï Afanassievsky, fait part de la « grave pré occupation » de son pays face à la duplicité et à l'aventurisme américains :

Nous sommes en présence d'une situation où les Américains affirment leur fidélité au traité ABM, alors que dans la pratique, ils le rendent caduc. En octobre 1998, l'adhésion américaine au traité a été confirmée une fois de plus, alors que les travaux évoqués précédemment se poursuivent, en contradiction avec l'esprit, l'objectif du traité, et conduisent à sa destruction. Si les Etats-Unis prennent la décision de déployer le système de défense anti-missiles, alors cela signifierait la fin du traité ABM, et donc toute discussion sur la stabilité stratégique perdrait son sens (4).

L'ambassadeur loue les mérites du Traité ABM et ne trouve que des avantages à son respect. La Russie, déclare-t-il, veut compter sur la coopération avec la France et d'autres pays européens (comme l'Allemagne) pour expliquer aux Etats-Unis les risques inhérents à l'adoption de la NMD. Il propose « une démarche commune ayant pour objectif de renforcer la stabilité stratégique tout en respectant le Traité ABM », car, du point de vue russe :

La défense anti-missiles constitue le sujet le plus grave actuellement dans la politique internationale et il doit être l'objet de discussions approfondies au sein de la Communauté internationale (5).

En février 2001, les Russes remirent à Lord Robertson à Moscou une contre-proposition destinée à faire échec aux « Etats-Voyous », entre les mains desquels se trouvent, par des moyens détournés, la technologie et le savoir-faire russe (6). D'une portée limitée, moins onéreux et relativement imprécis, le projet russe s'assimile plutôt à une TMD (*Theatre Missile Defence*) qu'à une véritable NMD (7); nonobstant le fait, et c'est là sa grande particularité, qu'il se bornerait à couvrir l'Europe (essentiellement l'UE), et ne saurait être étendu à la totalité de l'Alliance Atlantique (8). La France et l'Allemagne se sont montrées intéressées, d'autant plus que les Russes arguaient de la compatibilité de leur plan avec les accords de contrôle des armements en vigueur et préconisaient d'inclure l'Inde et le Pakistan dans le « club des nations nucléaires à part entière » (9).

Mais cette proposition a peu de chances d'aboutir. D'abord, parce que les Européens, Britanniques en tête dès la première heure, ont fini par se ranger derrière les Américains. Et surtout parce que Donald Rumsfeld et George Tenet (le chef de la CIA) continuent à présenter la Russie comme une menace, quoiqu'en dise 'W'. A leurs voix s'ajoutait celle de Condoleeza Rice qui, peu de temps après sa prise de fonction, décrivait la Russie comme « la principale menace pour le monde d'aujourd'hui » (10).

Avec l'élargissement de l'OTAN aux anciennes Républiques Socialistes, et même aux trois Etats baltes, la Russie se sent isolée. L'ours russe est certes affaibli, mais il faut encore compter avec lui. C'est le message que la Russie a voulu faire passer en installant en mars 2001 dans l'enclave de Kaliningrad de nouvelles fusées nucléaires pointées sur l'Europe et la Scandinavie (11). Ce faisant, elle n'a fait que renforcer son image d'« Etat inquiétant » et donné des arguments à ses ennemis.

La rencontre entre Colin Powell et son homologue russe, Igor Ivanov, au Caire en février 2001 a permis de jeter les bases d'un nouveau dialogue entre « l'Empire du Mal » et « le Grand Satan » (12).

M. Bush est conscient que s'il parvenait à s'entendre avec M. Poutine, il augmenterait ses chances de vaincre l'opposition à son propre projet au Sénat (majoritairement démocrate depuis peu) et à faire taire les réticences du Pentagone. C'est pourquoi avant, pendant et après sa rencontre avec M. Poutine en Slovénie (16 juin 2001), il chercha à convaincre que « la Russie n'est pas (plus) un ennemi ».

Toute chose a un prix

Conscients de ne pas être en mesure de s'opposer au projet NMD, les Russes font monter les enchères en dénonçant la violation du Traité ABM, sans exclure un compromis où une clause échappatoire leur rendrait les mains libres en matière d'armement nucléaire stratégique (13).

Pour le moins perplexe sur la capacité des « Etats-Voyous » à lancer une attaque nucléaire longue portée, Moscou soutient qu'en violant le Traité ABM Washington minerait toute l'architecture de contrôle des armements stratégiques si laborieusement établie durant la Guerre Froide. L'ambassadeur de Russie à Paris explique que son pays n'est pas dupe :

Les Etats-Unis prétendent que, depuis 1972, le monde a beaucoup changé et qu'il faut corriger le traité. Est-ce que réellement la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran sont une menace sérieuse pour le territoire américain ? (14).

La disparition du Traité ABM serait lourde de conséquences, souligne-t-il:

Nous serions confrontés à des risques tout à fait réels de rupture de l'équilibre international... Cela conduirait à la création d'une situation où les Etats – Unis disposeraient d'un avantage stratégique définitif et capital...

Cette situation conduirait inévitablement à la rupture de tous les systèmes de traités et accords internationaux existant en matière d'armements stratégiques, d'où un recul de tout le processus de désarmement, y compris des régimes clés de la non-prolifération d'armes de destruction massive (15).

Tirant argument de ce nouvel état de fait, les Russes se réservent le droit de « mirver » (c'est-à-dire d'équiper de têtes multiples) leurs missiles restants et de refuser de se soumettre à toute vérification ou inspection in situ (16).

En hommes d'affaires avisés et fins politiques, les Américains ont formulé des propositions magnanimes permettant aux Russes de sauver la face tout en se ralliant au projet NMD et de faire leur deuil du Traité ABM. Ainsi, l'Administration Bush offre à Moscou de conduire des exercices communs, de lui acheter ses missiles S-300 (sans utilité pour le projet NMD), de financer la modernisation de leur système de radar vieillissant et, irrésistible appât, de partager des informations et de la technologie « sensibles » en matière d'alerte avancée (*early warning*) (17). « Washington veut acheter le consentement russe », écrit Alexandre Adler dans *Le Monde* du 02 février 2001.

Mais vertueusement incorruptibles, les Russes demeurent pour le moment inflexibles (18). Le ton reste poli, mais ferme. En coulisse, les tractations continuent.

Entre temps, jouant sur les deux tableaux en tant que puissance européenne et asiatique, la Russie souffle le chaud et le froid.

En effet, dans le même temps que Moscou résiste (ou fait mine de résister) à l'offensive de charme de Washington et fait (pour le moment) la sourde oreille aux propositions avantageuses dont elle est assortie, Vladimir Poutine entame un pas de deux avec le Président chinois, Jiang Zemin, en vue de contrecarrer l'influence militaire croissante des Etats-Unis dans le monde, et particulièrement en Asie (19).

Ce qui n'empêche pas M. Poutine de répéter à ses interlocuteurs que la Russie entend avoir sa place en Europe (éventuellement dans l'OTAN), et de rappeler qu'en 1997 fut signé à Paris le *NATO-Russia Permanent Joint Council*, traité institutionnalisant les rapports entre l'OTAN et la Russie (20).

Lors du Sommet du G8 à Gênes, Messrs Bush et Poutine ont convenu que « les profonds changements survenus dans le monde nécessitent de débattre concrètement des systèmes d'armes offensives et défensives ». Le Président russe semblait ne pas exclure, d'entrée de jeu, une solution négociée. Déjà lors de leur rencontre en Slovénie les deux Présidents avaient déclaré vouloir inclure le projet NMD dans un « accord bilatéral ». La difficulté porte sur le sens du mot « accord ». Du côté américain, M. Bush n'utilise jamais le mot « traité » ; postérieurement au Sommet de Gênes, Condoleeza Rice parla prudemment d'un « nouveau cadre stratégique ». Du côté russe, un « traité » en bonne et due forme est considéré comme le seul moyen efficace de limiter un système de défense anti-missiles capable de neutraliser les forces nucléaires offensives russes dans un avenir prévisible.

Au-delà de la rhétorique et des questions de sémantique, l'on peut discerner les premiers signes d'une volonté de parvenir à un compromis chez M. Poutine, lequel vient de limoger deux principaux responsables militaires hostiles à la NMD. Le pragmatique Vladimir Poutine préférera certainement une modification concertée du Traité ABM à son abrogation unilatérale par les Etats-Unis, conjecture *The Economist* (21). Apparemment, les objections russes ne devraient pas être insurmontables, si les Américains savent s'y prendre.

Un pays redevenu fréquentable

Pour reprendre l'expression utilisée par Margaret Thatcher à l'endroit de Michael Sergeievich Gorbachev, M. Poutine semble être un « homme avec qui l'on peut parler affaires » (22).

La conférence de presse conjointe de Tony Blair et de Vladimir Poutine donnée à Londres le 17 avril 2000 fait ressortir la volonté mutuelle des deux dirigeants de dialoguer et de rapprocher leurs points de vue respectifs sur toute une série de points litigieux : le Traité ABM, le projet NMD, la Tchétchénie, le terrorisme, l'extrémisme, la fuite des capitaux, le redressement de l'économie russe...

Dans tous les cas, Tony Blair manifeste constamment sa « profonde compréhension » pour les « inquiétudes » des Russes auxquelles seul un « dialogue patient, diplomatique et discret » peut apporter une solution.

A de nombreuses reprises, M. Poutine rend hommage au rôle d'intermédiaire efficace de Tony Blair entre la Russie et les pays occidentaux ou entre la Russie et les Etats-Unis. Le Président russe attribue au Premier Ministre britannique le mérite d'avoir contribué à mettre sur pied, lors de sa visite à Saint Petersburg, une commission chargée de veiller à « l'usage d'une force proportionnée » et au respect des droits de l'homme en Tchétchénie. Cependant, M. Poutine met les choses au

point : l'Occident doit bien comprendre le sens de l'engagement russe dans le Caucase. La Russie y combat un ennemi commun : le « terrorisme islamiste et l'extrémisme international », dont l'endiguement est d'autant plus impératif qu'ils menacent de gagner tout le Caucase et le Moyen-Orient.

Vladimir Poutine prend acte de la volonté de Tony Blair de discuter du déploiement de la NMD en Europe, ce qui, avertit le Président russe, remettrait automatiquement en cause la ratification des accords START II.

M. Poutine convient, de bonne grâce, que l'instabilité politique, le crime organisé, le trafic de drogues, la bureaucratie et la corruption ne créent pas un climat favorable aux investissements britanniques. Beaucoup reste à faire, et il promet une plus large coopération avec ses partenaires occidentaux, et plus particulièrement avec les représentants du monde des affaires en Grande-Bretagne.

Le Président russe compte sur les nouvelles relations bilatérales annuelles entre la Russie et le Royaume-Uni pour établir une confiance mutuelle permettant à son pays, comme à l'Occident d'ailleurs, d'« éviter les menaces qui pourraient peser sur l'humanité toute entière ». Tout cela semble bien « politiquement correct ».

Le Premier Ministre britannique se propose d'amener la Russie et l'Occident à travailler ensemble pour « promouvoir la paix et la stabilité ». L'Angleterre se voit dans le rôle avantageux d'éclaireur :

Si nous travaillons avec la Russie en tant que partenaires à part entière, alors nous ouvrirons des perspectives pour résoudre quelques uns des problèmes du monde (23).

Convaincu de la volonté de réforme du Président Poutine (« il parle notre langage »), Tony Blair offre aussi de jouer les intermédiaires :

Je pense qu'il est essentiel que nous construisions un pont de compréhension entre la Russie et les pays occidentaux...(24).

Tony Blair tient à apporter sa pierre à l'édifice et avance ses pions :

Et si nous en Grande-Bretagne pouvons jouer quelque rôle que ce soit en tant que membre de l'Union Européenne, en tant qu'allié des Etats-Unis, nous souhaiterions pouvoir le faire (25).

Il s'est assigné une mission dont tout un chacun doit être intimement persuadé:

Je veux voir la Russie économiquement impliquée et je veux que la Russie et l'Occident collaborent pour promouvoir la paix et la stabilité...et j'insiste à nouveau pour dire qu'une plus étroite relation avec la Russie est dans l'intérêt fondamental de la Grande-Bretagne (26).

Dans le passé M. Poutine a publiquement salué le rôle joué par Tony Blair en tant que médiateur entre la Russie et l'Amérique sur la question du Bouclier anti-missiles. (27).

Lors de sa cinquième rencontre en un an, le 21 novembre 2000, avec Vladimir Poutine, Tony Blair réitéra sa grande confiance dans le Président russe qualifié de « modernisateur » et de « démocrate » malgré sa politique en Tchétchénie. Le Premier Ministre britannique attache une grande importance à la relation bilatérale Russie – Grande-Bretagne, et ne craint pas d'être « associé de si près avec un si grand pays dont la stabilité contribue à l'équilibre mondial » (28).

Tony Blair se montre très compréhensif envers l'ancien Colonel du KGB : l'ampleur et la multiplicité des problèmes dont il a hérité nécessitent un « gouvernement à poigne, patriotique et ouvert sur le monde » :

Nous devons comprendre l'ampleur des problèmes que le Président russe doit affronter. Ils n'ont rien à voir avec ceux que nous, dans le monde occidental, connaissons...Mais, il est important de comprendre les problèmes qu'il rencontre concernant la déstabilisation en Russie, la possibilité qu'elle se propage à d'autres régions, l'inquiétude des Russes quant à des actes de terrorisme et de sabotage. Il est important que nous tenions compte de ces faits et comprenions la manière dont il tente de régler ces problèmes de son point de vue (29).

Pays puissant, la Russie de Poutine peut compter sur la compréhension et l'aide de l'Angleterre de Tony Blair. Ce dernier ne tarit pas d'éloges à l'égard du premier et lui fait ses offres de service :

M. Poutine est hautement intelligent, et très capable ; il sait ce qu'il veut pour la Russie, et il a une grande capacité d'écoute...le fait qu'il met en avant un énorme effort de reconstruction des capacités militaires de la Russie fait qu'il est d'une importance vitale pour la Grande-Bretagne d'avoir établi des liens avec le Président Poutine. Je pense qu'il est quelqu'un qui veut faire ce qui convient pour son pays et pour le monde extérieur...et je pense qu'il est important que, par conséquent, nous soyons à ses côtés pour l'aider à réaliser ses objectifs (30).

Vers une « nouvelle guerre froide »

A l'instar de Jacques Chirac, le Général Yalkolev pense que « le bouclier est toujours plus faible que l'épée » ; il doute de l'efficacité du projet américain, même s'il est techniquement réalisable :

Le développement de nouvelles armes est susceptible d'être beaucoup plus rentable que le projet de Bouclier anti-missiles. Mais, cette situation mènerait à nouvelle version de la Guerre Froide, et cela n'est dans l'intérêt de personne (31).

Paul-Marie de la Gorce, écrivant dans *Le Monde Diplomatique*, démonte la stratégie des Etats-Unis qui ont découvert que, dans les Balkans, ils devaient :

...écarter toute perspective d'un retour en force de la Russie en Europe...(et) consolider la continuité souhaitable entre leur zone d'influence souhaitable en Europe et celle qu'ils sont en train d'établir, au-delà de l'Asie mineure et du Proche-orient, jusqu'en Asie centrale face à leur même adversaire de la guerre froide : la Russie (32).

L'auteur ne peut croire que l'effort considérable de défense des Etats-Unis soit justifié par les menaces, réelles ou supposées, provenant des *rogue states*. Equivalant au total des budgets consentis par la Chine, la Russie (\$ 6 milliards), l'Angleterre et l'Allemagne, le budget militaire américain (\$ 300 milliards) est l'expression de la stratégie militaire américaine et à sa mesure. Paul-Marie de la Gorce rejoint donc la conclusion tirée par Gilbert Achcar:

...ce n'est pas contre les « Etats-Voyous » que l'effort militaire américain est dirigé. C'est tout simplement contre l'ensemble Chine – Russie...l'orientation fondamentale de la politique étrangère américaine après la dislocation de l'ancien camp communiste (a été) l'effort permanent pour empêcher la résurgence d'une puissance comparable à ce que fut l'Union soviétique, capable de rivaliser avec les Etats-Unis et de contester leur rang de superpuissance unique. Cette politique...s'applique d'abord à la Russie et à la Chine. (33).

Partant de la prémisse que « les ennemis de nos 'amis' sont nos ennemis », le Président russe et son homologue chinois, Jiang Zemin, ont dénoncé le projet américain dans une déclaration commune le 01 août 2001. Accusant les Etats – Unis de « rechercher unilatéralement des avantages militaires et de sécurité », les deux

dirigeants se sont « engagés à forger une étroite alliance stratégique pour freiner la domination des affaires du monde par les Américains » (34).

Même s'ils se prétendent « bons amis, bons voisins et bons partenaires », les intérêts de la Russie ne coïncident pas avec ceux de la Chine, pense Jean-Pierre Cabestan, Directeur du Centre Français pour la recherche sur la Chine contemporaine :

L'ambition de la Chine est d'affaiblir l'influence des Etats-Unis partout dans le monde. L'ambition des Russes est de se rapprocher de l'Occident et de faire partie du monde civilisé (35).

Ted G. Carpenter et James A. Dorn du *Cato Institute* recommandent d'éviter de voir en la Chine un « partenaire stratégique » ou un « concurrent stratégique », mais seulement de la traiter comme une grande puissance comme les autres (36). Son comportement envers le libéralisme sera la pierre de touche.

Bruce A. Elleman et Sarah C. M. Paine, deux Professeurs Associés en poste au *Naval War College* (Newport, Rhode Island), font une analyse prospective des plus intéressantes du récent accord entre Moscou et Pékin. A leurs yeux, il ne fait aucun doute que cet accord témoigne que la Chine mène le jeu et que la Russie lâche du lest en extrême – Orient et en Eurasie où elle est en perte de vitesse. Ce pacte de sécurité renforce la puissance chinoise (37). Il est à la fois un Yalta entre les deux géants qui redéfinissent leurs zones d'influence respectives et un pacte de non- agression d'une durée de vingt ans « par lequel les deux parties s'accordent à maintenir la paix sur leur frontière commune pour pouvoir concentrer leur attention ailleurs ». Chacun des protagonistes recentre ses efforts tout en mettant en veilleuse les contentieux qui l'opposent à l'autre. Pour Elleman et Paine, la Russie a besoin d'un répit pour ramasser les miettes de l'ex-Empire soviétique (particulièrement dans le Caucase et en Asie médiane) en vue d'un éventuel rebond alors que la Chine a besoin de stabilité et de sécuriser ses frontières pour poursuivre sa modernisation et son expansion, et satisfaire ses ambitions maritimes. Créée à l'initiative de la Chine, l'Organisation de Coopération de Shangai est devenue un forum où s'exprime l'opposition aux initiatives américaines, telles que le projet NMD. Divers commentateurs supputent déjà sur l'adhésion de la Mongolie et de l'Iran à ce forum que Beijing pourrait transformer en Alliance de Sécurité Eurasienne placée sous ses auspices.

En Asie : un équilibre géostratégique instable

Les relations sino - indiennes

La Chine s'est inquiétée de l'échec de Bill Clinton début 2000 à persuader New Delhi de renoncer à la non-prolifération nucléaire. Beijing maintient que le programme balistique et d'armes nucléaires de Delhi constitue une menace pour la paix et la stabilité régionale (38).

Dans une lettre adressée aux cinq membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Premier Ministre indien Vajpayee justifia les cinq tirs d'essais nucléaires effectués par son pays en 1998 en invoquant la méfiance suscitée par le soutien que Beijing accorde au Pakistan, commanditaire des « terroristes du Kashmir ».

Le fait que, peu de jours après les tirs indiens, le Pakistan ait effectué six tirs à son tour a permis aux services de renseignements américains de classer cet Etat au rang

des « Etats inquiétants » disposant d'un arsenal nucléaire significativement plus important que celui de l'Inde, et ce grâce à l'aide apportée par la Chine et la République Populaire de Corée du Nord.

La Chine a entrepris une stratégie de contournement et d'isolement (d'aucuns parleront d'encerclement) de l'Inde en développant des liens de défense avec, outre le Pakistan, la plupart des voisins terrestres et maritimes de l'Inde (fourniture de matériel militaire lourd au Népal, Sri Lanka et Bangladesh), sauf avec l'Indonésie et les Iles Maldives.

Le Ministre des Affaires Etrangères indien, Jaswant Singh, entend briser cet étai en misant sur ses relations tant avec Moscou, qu'avec Washington et Tel Aviv. A la recherche d'une stature mondiale (39), l'Inde s'active au renforcement de sa marine de guerre (40) pour être en mesure de faire échec à la place de choix qu'occupe la marine de guerre chinoise (*People's Liberation Army/Navy* ou PLAN) dans le budget militaire chinois .

On assiste donc à la mise en place d'un vaste échiquier régional correspondant à la montée en puissance des deux géants régionaux qui se disputent ou partagent le parrainage des deux grandes puissances de la Guerre Froide, tout en cherchant à s'émanciper de leur tutelle.

Les relations sino – américaines

Si Bill Clinton avait fait de la Chine un « partenaire stratégique » lors de sa visite en 1998, George W. Bush, après avoir renversé la politique de rapprochement en faisant de Beijing un « concurrent stratégique », semble vouloir donner un nouveau départ aux relations mouvementées entre les deux pays.

Le moins que l'on puisse dire c'est que depuis la visite historique de Richard Nixon à Mao en 1972, les relations sino-américaines ont connu de nombreux hauts et bas. L'initiative NMD de 'W' est la dernière des crises en date qui ont émaillé les relations de Washington avec Beijing : massacre de la Place Tienamen en 1989, bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999, incident de l'avion-espion EP-3 retenu à Hainan en 2001, décision de fourniture de matériel militaire à Taiwan en 2001...(41).

La visite de Colin Powell à Beijing fin juillet 2001 n'est pas parvenue à dissiper l'hostilité des dirigeants chinois envers le projet NMD ; elle aura néanmoins servi à préparer la visite du Président américain en Chine à l'automne 2001.

Dans le même temps, l'Amérique ne perd pas de vue les applications que les Chinois pourraient faire de technologies « duales ». Dans « Le Potentiel Militaire de la technologie commerciale (civile) de la Chine » (42), Roger Cliff, chercheur à la *RAND Corporation*, évalue dans quelle mesure le secteur commercial chinois pourrait contribuer à l'amélioration de la technologie militaire dans les vingt prochaines années. Il conclut que : même si les Chinois auront du mal à transférer du secteur civil au secteur militaire leurs capacités technologiques, et même si d'ici à 2020 la Chine n'aura pas atteint le niveau de développement technologique des Etats-Unis, Beijing pourrait très bien élaborer des « technologies de niche » lui procurant un certain avantage dans certains scénarios militaires, particulièrement dans le cas où

l'armée américaine serait amenée à projeter ses forces loin de ses bases continentales. Il met en garde :

Les planificateurs au Ministère de la Défense américain doivent se préparer à d'éventuels conflits avec les forces armées chinoises qui seraient de plus en plus perfectionnées, et doivent continuer à surveiller de près les efforts en R&D des Chinois afin de détecter n'importe quelle menace particulière et être prêt à y réagir (43).

Pour la Chine, la « Révolution de l'Information » est au cœur de la « Révolution dans les Affaires Militaires » (*Revolution in Military Affairs* ou RMA). Les milieux autorisés confirment (44) qu'un effort important est en cours tant en Chine qu'en Russie pour acquérir la suprématie informatique nécessaire pour remporter la victoire au niveau stratégique comme au niveau du champ de bataille :

Les électrons et NTIC sont les grandes unités des forces armées du XXI e siècle en Chine, et ailleurs (45).

Parmi les scénarios envisagés figurent le développement de l'arsenal nucléaire chinois, la reconquête ou « réunification » par la force (nucléaire éventuellement) de l'île « renégate » de Taiwan, l'élargissement progressif et agressif de l'espace maritime chinois en Asie du Sud-Est...(46).

Dans son Dixième Rapport (*Tenth report*) publié le 22 novembre 2000 établi à partir d'une étude du *Foreign and Commonwealth Office*, la Commission des Affaires Etrangères (FAC) de la Chambre des Communes a passé au crible la République Populaire de Chine sous tous les angles. Seuls les aspects concernant le projet NMD seront retenus ici, les autres étant abordés dans les chapitres consacrés aux droits de l'homme et à la diplomatie économique (47).

La Commission approuve la décision du FCO de faire une priorité majeure de l'intégration de la RPC dans le système international et d'en faire un « partenaire amical et responsable » (l'on notera, au passage, une approche différente de celle des Etats-Unis) (§ 12). La Commission invite le FCO à tenir compte du nationalisme chinois, dont le PCC lui-même éprouve quelque difficulté à canaliser la force. L'axiome de base à ne jamais perdre de vue, insiste le Rapport, est que « la Chine se méfie fondamentalement de l'Occident » (§13).

Prenant en considération l'attitude de la Chine envers le monde extérieur, le Royaume-Uni doit se rendre à l'évidence : il ne peut qu'influencer marginalement le cours des choses dans ce pays et, en tout état de cause, il pèse bien moins lourd que les Etats-Unis, même si Beijing se méfie des objectifs stratégiques poursuivis par Washington (§ 14).

La RPC, dit le Rapport, veut donner d'elle-même l'image d'une « superpuissance défensive » et donc non-interventionniste. Ce qui amène Gerald Segal à écrire dans *Foreign Affairs* (septembre/octobre 1999) que la Chine demeure « une puissance militaire de second ordre », opinion partagée au demeurant par Richard Cobbold et Damon Bristow du *Royal United Services Institute* (RUSI) pour qui : « l'influence et le potentiel militaire conventionnel actuel de la Chine sont sur-évalués » (p.217).

Il importe de noter que ce dont il est ici question est la situation *actuelle* des forces armées chinoises (APL/APN). Les analyses des *think-tanks* américains et les études faites par les experts du *JANE'S* ou autres revues spécialisées (déjà mentionnées) convergent toutes pour mettre en garde contre la montée des périls dans les cinq ou dix années à venir, au plus tard dans cette région. L'article du *JANE'S*, intitulé *DIRE*

STRAIT, figurant en annexe est suffisamment éloquent à cet égard. Une dynamique a été enclenchée.

Le *Foreign Secretary* attache beaucoup d'importance aux relations bilatérales avec la Chine en ce qui concerne les questions de non-prolifération (§17) :

la Chine est le troisième grand Etat possédant des armes nucléaires dans le monde et joue un rôle central dans les négociations sur le contrôle des armements, la non-prolifération et le désarmement (48).

Ainsi, la RPC est partie prenante du Traité de Non Prolifération (NPT), elle a signé mais tarde à ratifier le Traité interdisant tous les essais nucléaires (*Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty* ou CTBT).

La Commission s'inquiète de cet état de choses ainsi que du fait que la Chine ne sente pas concernée par le Régime de Contrôle de la Technologie de Missile (*Missile Technology Control Regime* ou MTCR) qu'elle considère comme un accord entre pays nantis (§18). Revendiquant le statut de pays en voie de développement (PVD) ou pays moins avancé (PMA) tant sur le plan militaire qu'en ce qui concerne son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Chine s'oppose dans les termes les plus véhéments au projet américain de NMD et à la déferlante de la globalisation.

« Clameur à l'Est, attaque à l'Ouest », dit le proverbe chinois.

Beijing, New Delhi et le projet NMD

Beijing et le projet NMD

Malgré toutes les dénégations (par James Kelly), protestations de sincérité et assurances données (par Colin Powell fin juillet 2001) que le « Bouclier anti-missiles » n'est pas dirigé contre la Chine, Beijing maintient fermement son opposition.

La Chine voit dans le projet NMD un symptôme des ambitions américaines pour dominer le monde. Ce système menacerait ses capacités (limitées actuellement) de réaction de seconde frappe. Plus grave, il remettrait en cause l'équilibre stratégique mondial en déclenchant une nouvelle course aux armements, réduirait à néant les efforts de contrôle des armements et neutraliserait la menace balistique qu'elle fait peser contre Taiwan (49).

Nonobstant toutes ces objections, les Chinois n'entendent pas éluder LA question de fond : le Ministre des Affaires Etrangères chinois, Tang Jiaxuan, ne s'embarrasse ni de fioritures ni de la langue de bois diplomatique :

Les gens ne peuvent que s'interroger sur l'intention réelle des Etats-Unis qui insistent tant pour développer un système de défense anti-missiles au mépris de la communauté internationale. Est-ce vraiment pour se défendre contre la menace balistique posée par une poignée de soi-disant « Etats à problèmes », ou ne serait-ce pas plutôt pour acquérir un avantage militaire conséquent sur d'autres grands pays ? (50)

Il insinue que les « Etats-Voyous » ou « Etats inquiétants » ne sont qu'un prétexte, ou plus exactement à la fois un prétexte commode et un nom de code pour brouiller les pistes, particulièrement en pratiquant la désinformation auprès des

opinions occidentales. En clair, ce serait bien la Russie et la Chine qui seraient dans le collimateur des Américains soucieux de conserver leur avance technologique et de pérenniser leur domination. Ce déchiffrement du code correspond à celui déjà proposé par Gilbert Achcar, soutient Claude Serfati :

En fait, derrière les noms des pays présentant une menace contre les Etats-Unis, Gilbert Achcar estime que « dans le scénario BUR (*Bottom Up Review*) en vigueur, l'Irak est, en quelque sorte un nom de code pour la Russie et la Corée du Nord, un nom de code pour la Chine. Dans le cas de la Chine, de nombreux rapports se passent même du « nom de code » et la désignent comme l'ennemi le plus dangereux des Etats-Unis (51).

Dans un long article paru dans la revue *Géopolitique*, l'amiral Marcel Duval, récapitulant la réalité des menaces justifiant le Bouclier anti-missiles, parvient à la même conclusion :

Si, parmi les « pays préoccupants », la Corée du Nord paraît avoir effectivement la capacité technique de se doter à moyen terme de missiles balistiques de portée intermédiaire, seules les capacités actuelles de la Chine en la matière peuvent, à court terme, inquiéter les citoyens des Etats-Unis. On peut alors se demander si le Bouclier anti-missiles américain ne serait pas, en fait, dirigé vers la Chine, d'autant que les capacités actuelles de ses missiles intercontinentaux sont exactement celles prises en considération dans le projet NMD (20 missiles à tête unique) (52).

Delhi et le projet NMD

Au nom de « l'impératif stratégique », l'Inde envisage de se placer sous le « parapluie » protecteur nucléaire américain. Non seulement sa sécurité s'en trouvera renforcée face à la Chine et à ses alliés « militaristes » (Birmanie, Pakistan, Corée du Nord), estiment les experts indiens, mais l'Asie, en général y gagnera en stabilité (53). De son rapprochement avec les Etats-Unis, annoncé par la visite du Secrétaire adjoint à la défense américain, Richard Armitage, en mai 2001, l'Inde espère recueillir des dividendes : fin des sanctions américaines frappant l'accès à la technologie commerciale hitech américaine, contrepoids à la menace chinoise, nouvel élan dans les relations avec la Russie...

Consciente d'être un « Etat vulnérable vivant dans un environnement dangereux », l'Inde doit considérer la question du Bouclier anti-missiles strictement à travers le prisme de l'intérêt national, conseille Brahma Chellaney.

Tout comme les Chinois, elle ne se fait aucune illusion :

Le programme NMD américain implique *une nouvelle course aux armements* – une course pour *dominer l'espace* intersidéral... Les lourds investissements consentis par l'Amérique pour la NMD ont pour but de lui assurer *la domination mondiale* pour les décennies à venir (54).

A tout prendre, autant être du bon côté, surtout quand il y a tant à gagner... Realpolitikk oblige.

TAIWAN

Dans un article intitulé « Mauvaise Passe » (*Dire Strait*) et paru dans *JANE's Defence Weekly* (26 avril 2001), Tom Donnelly, Directeur adjoint du *Project for the New American Century* éclaire le nouvel échiquier en train de se mettre en place et en tire les conclusions qui s'imposent pour l'avenir.

Non seulement la Chine est en train de s'ouvrir au monde extérieur et de se développer économiquement, mais l'effondrement de l'Empire soviétique a ouvert une nouvelle ère pour la stratégie de sécurité chinoise. Beijing ne se trouve plus confrontée à une sérieuse menace le long de sa frontière intérieure et une série d'Etats faibles sont laissés à la dérive du monde moderne globalisé. La Chine et la Russie ont décidé de nouer un nouveau type de relations cimentées par l'anti-américanisme.

L'Empire du Milieu a donc les coudées franches pour accroître son aire d'influence.

La politique ou la stratégie américaine régionale a remarquablement peu changé au fil de la décennie qui vient de s'écouler. Depuis « l'Ouverture à la Chine » de Richard Nixon en 1972, elle est passée du « partenariat stratégique » de Bill Clinton à la « compétition stratégique » de George W. Bush. Dans la conclusion de son livre traitant de l'histoire de la politique américaine envers la Chine, « Demi tour » (*About Face*), le journaliste Jim Mann écrit :

Initialement dirigée contre l'Union soviétique, la relation Sino-américaine a survécu à la disparition de l'Empire soviétique. Dans ses rapports avec la Chine, l'Amérique est passée de la Guerre Froide aux affaires sans pour autant renoncer à la dynamique qui la sous-tendait. Même le Massacre de la Place Tienamen en 1989 n'a pas altéré le cours de la politique américaine.

Beijing fut le premier à comprendre que la donne avait changé dans le Sud-est asiatique. La Chine voit dans le nouveau paysage stratégique la possibilité de s'avancer sur le devant de la scène régionale et mondiale. Comme l'écrivirent deux éminents stratèges chinois dans la revue « La Science Militaire Chinoise » (*Chinese Military Science*) :

Avec l'effondrement de l'Union soviétique disparut la relation triangulaire entre les Etats-Unis, la Chine et l'Union soviétique... La désintégration de l'Union soviétique a, comparativement, rehaussé la place de la Chine dans la région Asie-Pacifique.

Ce n'est que récemment que les stratèges et observateurs de la Chine se sont rendus compte du changement survenu. Et ce n'est que tardivement que les Etats-Unis ont perçu le changement d'optique de la Chine. Ainsi, le Rapport annuel de l'an 2000 du Pentagone sur la puissance militaire chinoise conclut :

La Chine cherche à devenir la puissance dominante parmi les Etats régionaux dans l'Est asiatique.

La première étape vers cette domination régionale sans conteste est la mise au pas de Taiwan, selon Ross Munro, Directeur du *Center for Security Studies*. En effet, Taiwan est située au cœur de ce que les stratèges chinois nomment « la première île du chapelet », c'est-à-dire de l'archipel Est asiatique allant du Japon

au Nord jusqu'aux Philippines, à la Malaisie et l'Inde au Sud. Avec le Détroit de Malacca, le Détroit de Taiwan constitue l'une des deux grandes routes maritimes entre l'Asie orientale et le reste de l'Asie maritime. C'est par là que passent les ressources énergétiques du Golfe Persique dont dépendent les économies en voie d'industrialisation de la région. En recouvrant Taiwan, la Chine acquerrait un énorme avantage géostratégique, mais surtout elle briserait l'élan de la démocratie dans les îles situées sur sa périphérie orientale.

L'Armée Populaire de Libération (APL) ne s'est pas contentée d'acheter aux russes des armes à prix cassés, elle a surtout réécrit sa doctrine. Les préceptes de Mao sur « la Guerre du Peuple » ont été mis au placard. Les héritiers de SunTzu ont étudié les opérations conduites par l'OTAN dans le Golfe en 1991 et au Kosovo en 1999. Selon les experts du Pentagone, l'ALP voit dans la campagne aérienne de l'OTAN au Kosovo le premier exemple d'une guerre « sans aucun contact », dans laquelle la supériorité aérienne et des systèmes d'information furent les facteurs déterminants de la victoire. La puissance aérienne devenant le moyen premier d'atteindre des objectifs tactiques, opérationnels et stratégiques, les combats au sol seront écourtés, voire inutiles. Une telle campagne contre Taiwan permettrait de faire l'économie d'une invasion amphibie et aéroterrestre.

Chaque Administration américaine, de Nixon à Bush, a placé la Chine au centre de sa stratégie. Le volume et la nature des ventes d'armes à Taiwan sont le baromètre de l'influence de la Chine sur l'Amérique. Le sort de Taiwan sera une bonne indication du rôle que les Etats – Unis entendent vouloir jouer dans cette région, où la stabilité et la paix du monde peuvent se décider. L'« hyperpuissance » du jour pourra-t-elle, devra-t-elle s'accommoder d'une puissance rivale ? L'intégration de la Chine à l'économie globalisée exclut-elle son endiguement militaire ?

Pour le Président Bush, l'heure de vérité approche.

Notes de la deuxième partie :

LES REACTIONS AU PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTI-MISSILES

LES REACTIONS HOSTILES

(1) Défense Nationale, *La nouvelle initiative américaine de défense anti-missiles (NMD)*, n°2, février 2001, p.45 à 60

(2) Proceedings, *Missile Defence is for the Real World*, July 2001, p.50-51

- (3) Electronic Telegraph, *New US missiles will destroy our pact, says Russia*, issue n°2020, 5 December 2000
- (4) Défense Nationale, *ibid.*
- (5) Défense Nationale, *ibid.*
- (6) International Herald Tribune, *Russia Offers Europeans Alternative Missile Shield*, February 21, 2001
- (7) BBC News, *Russia proposes Euro missile shield, 20 February 2001*
- (8) JANE's Defence Weekly, *Russia's missile defence offer*, 18 April 2001. L'analyse de JANE's réduit le projet russe à une *Euro BMD (European Ballistic Missile Defence)*
- (9) Electronic Telegraph, *Russia hits at 'Son of Star Wars' as 'weak'*, 07 August 2000
- (10) Electronic Telegraph, *Putin tries to exploit NATO rift on missiles*, issue n°2098, 21 February 2001: "the principal threat to the world today".
- (11) Aftenposten, *Russia poses new atomic threat*, 07.03.01
- (12) BBC News, Americas, *US, Russia agree 'Star Wars' talks*, 24 February 2001
- (13) The Moscow Times, *Moscow: We Won't Scrap ABM*, May 29, 2001
- (14) Défense Nationale, *ibid.*
- (15) Défense Nationale, *ibid.*
- (16) Electronic Telegraph, *Putin warns of nuclear arms race*, issue n°2217, 20 June 2001. « Mirver » est la forme verbale du sigle *Multiple Independent targetable Reentry Vehicle*.
- (17) Electronic Telegraph, *US offer to buy Russian arms in treaty deal*, issue n°2195, 29 May 2001
- (18) International Herald Tribune, *Moscow Unswayed by a US Deal on Missile Pact*, May 29 2001
- (19) Electronic Telegraph, *Putin warns of nuclear arms race*, issue n°2217, 20 June 2001. *Ibid.*
- (20) Aftenposten, *Russland – partner for Vesten eller en oestlig stormakt ?*, 14.06.01
- (21) The Economist, *The love that dare not speak its name*, July 28th, 2001, p.46-47
- (22) The Economist, *A Russia to do business with ?*, March 4th, 2000
- (23) PRESS CONFERENCE GIVEN BY THE PRIME MINISTER, MR TONY BLAIR, AND THE RUSSIAN PRESIDENT, MR VLADIMIR PUTIN IN LONDON ON MONDAY, 17 APRIL 2000
- (24) *Ibid.*
- (25) *Ibid.*
- (26) *Ibid.*
- (27) Electronic Telegraph, *Blair flies out for bridge-building visit with Putin*, issue n°2006, 21 November 2000
- (28) FCO, *The case for engagement in Russia and Europe*, 21/11/00
- (29) *Ibid.*
- (30) *Ibid.*
- (31) ACHCAR Gilbert, *La Nouvelle Guerre Froide. Le monde après le Kosovo*, PUF, Paris, 1999, 112 pages
- (32) Le Monde Diplomatique, « *La Nouvelle Guerre Froide* » - *Stratégie des Etats – Unis*, février 2000, p.29
- (33) *Ibid.*
- (34) Electronic Telegraph, *Russia and China vow to defy US dominance*, 19 July 2000
- (35) *Ibid.*
- (36) CARPENTER Ted Galen & DORN James A., *China: Constructive Partner or Emerging Threat ?*, CATO Institute, Centre for trade Policy Studies, 05/10/00
- (37) International Herald Tribune, *Security Pact With Russia Bolsters China's Power*, August 6, 2001
- (38) JANE's Intelligence Review, *India and China vie for regional supremacy*, September 2001, p.37-40. Srikant Kondapalli, universitaire chinois en poste à l'IDSA (*Institute of Defence Studies and Analysis*) de Delhi considère que la Chine en est subitement venue à considérer l'Inde comme une menace après que cette dernière ait mené ses essais nucléaires en 1998 et la visite de Bill Clinton en 2000. URL : <http://www.iir.ubc.ca>
- On se référera aussi à l'ouvrage publié par l'*Institute of International Relations* de la British Columbia University, dans lequel les auteurs constataient dès 1995 qu'une course aux armements navals existait déjà entre Beijing et Taipei, et que les signes précurseurs d'une autre étaient manifestes au sein de l'ASEAN.
- WALLACE Michael D. & MECONIS Charles A., *New Powers, Old Patterns : dangers of the Naval Build-up in the Asia Pacific Region*, University of British Columbia, Working Paper n°9, March 1995
- (39) GUILLARD Olivier, *La stratégie de l'Inde pour le XXIe siècle*, Economica, Paris, 2001, 169 p. Le lecteur pourra lire un compte-rendu de cet ouvrage sur le site de l'institut de Stratégie Comparée URL : <http://www.stratisc.org>
- (40) Selon JANE's, la Marine indienne négocie actuellement l'achat aux Russes du porte-avions de 44,500 t, l'*Amiral Gorshkov*, et de son escadrille embarquée de MIG-29 K. Par ailleurs, un navire de

défense anti-aérienne de 32,000 t est en cours de construction. Delhi prévoit d'acquérir, en outre, de moderniser sa flotte sous-marine et ses capacités en missiles mer-mer, et est entrain de mettre au point un sous-marin nucléaire.

(41) Selon le Dr Barnett, Professeur au *US Naval War College*, « la Marine de guerre indienne est le meilleur instrument à moyen et long terme dont dispose le pays pour s'affirmer positivement en tant que force garante de la stabilité régionale et mondiale » ; il recommande donc à l'Administration Bush de réfléchir au type de relation qu'elle souhaite établir avec l'Inde dans les années à venir.

Proceedings, *India's 12 Steps to a World-class Navy*, July 2001, p.41-45

TELLIS Ashley J., *India's Emerging Nuclear Posture*, RAND Corp., MR-1127-AF, 2001

(42) CLIFF Roger, *The Military Potential of China's Commercial Technology*, RAND Corp., MR-1292-AF, 2001, 94 pages.

(43) Ibid.

(44) WALL David, *China-US relations – Not winning friends*, The Royal Institute of International Affairs, June 2001. URL: <http://www.riia.org>

Aftenposten, *Russland og Kina forbereder cyber-krigfoering*, 21.06.01. Le quotidien rapporte l'analyse de Lawrence Gershwin (officier chargé des sciences et de la technologie à la NSA) et de Duane Andrews (ancien responsable de l'Administration Bush Sr.).

(45) THOMAS Timothy L., *China's Electronic Strategies*, MILITARY REVIEW, May-June 2001, p.54:

(46) En annexe figure un article paru dans *JANE's Defence Weekly* le 26 avril 2001 écrit par Tom Donnelly, Directeur adjoint du *Project for the New American Century*, intitulé « Mauvaise Passe » (*Dire Strait*) décrivant la recomposition en cours du paysage stratégique en Extrême-Orient et les inévitables échéances qui attendent l'Europe, l'Amérique et la Russie dans cette partie du monde. Désormais, l'attention du monde va basculer de l'Atlantique au Pacifique. C'est dire l'importance du rôle que vont jouer les flottes de guerre et la cyberguerre.

(47) <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmcaff/574/57405.htm>

(48) Ibid. § 17

(49) International Herald Tribune, *It's Still 'No' on Shield, China Says After Talks With US Envoy*, May 17, 2001

(50) International Herald Tribune, *US Missile Defense Compromises Global Security*, March 30, 2001

(51) SERFATI Claude, *La mondialisation armée – Le déséquilibre de la terre*, Textuel, La Discorde, 2001, p.113

(52) DUVAL Marcel, *Le projet de bouclier anti-missiles américain*, in *GEOPOLITIQUE*, n°76, octobre-décembre 2001, p.69

(53) International Herald Tribune, *India Is Poised to Benefit From Missile Defense*, May 11, 2001. Ce point de vue est développé dans cet article signé par Brahma Chellaney, Professeur en Etudes sur la Sécurité au *Center for Policy Research* à New Delhi.

(54) Ibid.

LES REACTIONS AU PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTI-MISSILES

LES REACTIONS MITIGÉES

M. Douglas L. McElhaney rassure ceux (en clair, les Britanniques) qui craignent que la NMD pourrait « découpler » la sécurité américaine et la sécurité européenne :

La sécurité est conjointe entre l'Europe et les Etats-Unis...George Bush Jr est partisan d'une NMD qui puisse assurer la protection des alliés et des forces américaines basées outre-mer... Les Américains et les Européens partagent de nombreux intérêts mais aussi de nombreux problèmes ; parmi ces derniers, le plus grave concerne sans doute la prolifération des armes de destruction de masse et de leurs engins de lancement, qui peuvent menacer la survie même de nos pays, d'où l'importance d'examiner avec attention les choix qui leur sont offerts pour se protéger (1).

En Allemagne

Située au cœur de la *Mitteleuropa*, entre Atlantique et Oural, Berlin est prédestinée à jouer les intermédiaires entre Moscou et Washington : *Geography is Destiny*.

Comme d'autres alliés des Etats-Unis, l'Allemagne s'est trouvée mise en porte à faux par la décision de l'Administration Bush d'aller de l'avant, éventuellement en faisant cavalier seul, avec son projet de bouclier anti-missiles dont Berlin redoute les effets déstabilisateurs eu égard au Traité ABM (2). Initialement opposée au projet NMD, l'Allemagne s'est progressivement ralliée (3) en raison de l'« approche constructive » (4) graduellement adoptée par Moscou, et au nom de ses propres « intérêts économiques vitaux ».

La relation Berlin Moscou

Dans cette affaire, la position allemande n'a cessé d'évoluer au gré de ses relations avec Moscou.

Le projet NMD fut au cœur des entretiens entre Joschka Fischer et ses interlocuteurs russes, le Président Vladimir Poutine et son Ministre des Affaires Etrangères, Igor Ivanov. Les propos tenus par ce dernier résument le nouvel état d'esprit qui prévaut au Kremlin:

La Russie se comportera de manière constructive lors des négociations portant sur les questions relevant des armes stratégiques offensives et le bouclier anti-missiles...Nous tenons beaucoup à accroître la coopération internationale en vue de contrer de nouvelles menaces et de nouveaux défis (5).

L'intérêt bien compris de l'Allemagne, premier partenaire commercial et bailleur de fonds de la Russie, est de ne pas indisposer Moscou au point de mettre en péril le remboursement de la totalité de la dette extérieure russe (\$ 3,5 milliards).

Les très fréquentes rencontres de M. Poutine avec Gerhard Schröder (deux en trois mois depuis avril 2001) attestent de la relation privilégiée existant entre les deux pays.

Lors de sa rencontre avec Michael Steiner, responsable de la diplomatie auprès du Chancelier Schröder, Paul Wolfowitz, Secrétaire adjoint à la Défense, a mis l'accent sur « la coopération plutôt que la confrontation...la stabilité plutôt que les tensions ».

Les « intérêts économiques vitaux » de l'Allemagne

Economiquement, politiquement et militairement, l'Allemagne est substantiellement engagée en Europe et avec les Etats-Unis, mais aussi en Europe centrale et avec la Russie, et en Asie avec la Chine.

Le revirement allemand en faveur du projet NMD s'explique aussi par les colossales retombées financières escomptées. Berlin ne veut pas se trouver « exclue » de la manne financière attendue des travaux scientifiques et technologiques dans le domaine militaire.

Les intérêts commerciaux, financiers et stratégiques de l'Allemagne commandent une attitude « réaliste et responsable » : il est hors de question de s'aliéner Moscou ou Beijing (6). En effet, l'Allemagne n'a pas oublié les mirifiques contrats qui se sont volatilisés suite aux reproches adressés par Helmut Kohl aux dirigeants chinois en matière de droits de l'homme lors de sa visite en 1996. Le gouvernement Schröder en a rapidement tiré la leçon et a, en conséquence, sensiblement modifié son discours officiel envers Beijing. Tant et si bien que la ville de Shanghai vient de confier à l'Allemagne la construction de sa ligne TGV en optant pour le 'Transrapid'.

Il n'est pas, au demeurant, sans intérêt de remarquer que le point de vue des Allemands converge avec celui des Russes et des Chinois sur la réalité de la menace que les soi-disants « Etats-Voyous » font peser sur la sécurité de l'Europe en général, et de l'Allemagne en particulier (7).

De là à en conclure que le projet NMD est dirigé, en fait, contre les forces nucléaires stratégiques russes et chinoises, il n'y a qu'un pas (8).

En France

La position de la France est fondée sur une conviction (exprimée par le Président Chirac : nul n'est assez fou pour commettre l'irréparable) formulée avec nuances, mais aussi avec fermeté.

Les fondements de la position française

Lors du Sommet Franco-britannique de Cahors, en février 2001, le Président Chirac avait émis de « très fortes réserves » à propos du projet NMD, au nom de la France. Il y voyait une « forte incitation à la prolifération et la reprise à une ruineuse course aux armements. A cette époque-là cette opinion était partagée tant par Moscou que par une bonne centaine de députés travaillistes. Quarante huit heures avant la mise en garde du Président français, Robin Cook avait favorablement accueilli le projet américain, « un gain net » pour la sécurité internationale. Si la mise sur pied de ce

système avait effectivement lieu, M. Cook avait laissé entendre que la Grande-Bretagne aiderait Washington à moderniser la station radar américaine de Fylingdales (North Yorkshire) (9).

La position française fut exposée en avril 2001 au Centre Franco-Américain de la *Brookings Institution* par Justin Vaisse, enseignant à l'IEP de Paris (10).

Suite au rapport d'information rédigé par le Sénateur Xavier de Villepin, mandaté par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat (11), un débat s'est engagé en France sur les risques et opportunités d'un Bouclier anti-missiles. Outre le Président Chirac (12), le Ministre des Affaires Etrangères, Hubert Védrine, s'est inquiété des « conséquences stratégiques déstabilisatrices probables » du projet NMD pour les Alliés des américains (13).

Six mois plus tard, en décembre 2000, le Député Pierre Lelouche présentait à l'Assemblée Nationale un rapport sur les Armes de Destruction Massive, y compris les armes biologiques et les missiles de croisière (14).

En fait, la France n'est pas opposée à la défense anti-missiles en soi. Si elle est d'accord avec Washington sur l'accroissement de la menace de prolifération, elle diverge sur le remède à apporter : elle privilégie la coopération diplomatique sur la construction d'un bouclier défensif pour trois raisons, explique M. Vaisse.

D'abord, sa force de dissuasion (450 ogives montées sur des missiles intercontinentaux) (ICBMs) n'est pas susceptible d'être affectée par le projet NMD, pour des raisons purement techniques.

Ensuite, la position française représente une alternative cohérente, du point de vue stratégique, au projet américain. La Grande-Bretagne et l'Allemagne partagent cette position qui peut être résumée en trois points :

La non-prolifération demeure essentielle : les différents traités et accords internationaux, bilatéraux et multilatéraux pour limiter et contrôler la prolifération des ADM est une réussite.

La menace est éloignée, mais bien réelle. A la différence de la France, les Etats-Unis supposent que ces menaces se manifesteront rapidement. La menace nucléaire est plus importante et probable que celle d'armes biologiques ou conventionnelles. La France voit dans les ADM un risque plutôt qu'une menace, car elle a la conviction que leur utilisation est fort improbable en raison de la capacité de représailles de la coalition occidentale.

Enfin, la défense anti-missiles a son utilité. Pour sceptiques qu'ils soient de la réalité de la menace posée par les ICBMs, les rapports Villepin et Lelouche soulignent la menace croissante que représentent les missiles balistiques à courte (SRBMs) et moyenne portée (MRBMs). C'est pourquoi le Ministère de la Défense français a inclus dans son prochain programme quinquennal un système de défense de missile de théâtre (TMD). C'est aussi l'objet de la coopération avec l'Italie sur le projet antimissile ASTER, capable d'intercepter des SRBMs et MRBMs.

Evaluation des coûts par rapport à l'efficacité

La France se montre plus que réservée quant aux avantages susceptibles d'être apportés par le bouclier NMD.

Elle ne considère pas Pyongyang comme une menace et ne croit pas à un usage « irrationnel » des ADM, à la différence des Américains et des Britanniques qui veulent se préserver d'une « frappe accidentelle ou non autorisée » en « sanctuarisant » leur territoire national ou zone d'influence. De toute façon, arguait le Président Chirac à Cahors, « dans la lutte entre l'épée et le bouclier, il n'y a encore jamais eu d'exemple où ce soit le bouclier qui ait gagné ».

Les coûts sont, en revanche, plus faciles à évaluer : pour les seuls Etats-Unis ils sont estimés à \$ 60 ou \$ 100 millions. Les coûts politiques seront, eux, beaucoup plus élevés que les coûts financiers : la France estime que l'adoption du bouclier NMD non seulement ralentira la non-prolifération, mais surtout qu'elle encouragera la prolifération (en Russie, en Asie et au Moyen-Orient). La faute en incombera aux Etats-Unis qui seront perçus comme passant :

d'un paradigme stratégique stable de dissuasion et de coopération à un paradigme incertain de défense et unilatéralisme... tous les autres acteurs internationaux – amis et ennemis – doivent à présent définir leur sécurité dans des termes différents de ceux d'antan (15).

Un compromis est toujours possible

Justin Vaisse explique que l'opposition de la France n'est ni une manifestation d'anti-américanisme viscéral ni une position de principe non négociable. Elle résulte du rejet d'un scénario jugé non plausible et dont les conséquences déstabilisatrices sont incalculables.

Comme Tony Blair l'avait souligné en février 2001 à Cahors, il faut espérer que le Président Bush ajoutera à son projet NMD un nouveau volet contre la prolifération. Il approuve les conclusions du rapport Lelouche qui invite chaque partenaire à faire un pas vers l'autre. Les militaires doivent écouter les diplomates, assène-t-il.

Notes de la troisième Partie :

LES REACTIONS AU PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTI-MISSILES LES REACTIONS MITIGÉES

(1) Défense Nationale, *La nouvelle initiative américaine de défense anti-missiles* (NMD), N°2, février 2002, p.45 à 60. La terminologie consacrée parle de *decoupling* ou de *delinking*.

(2) International Herald Tribune, *Germany Questioning Missile Shield*, May 11, 2001

(3) Electronic Telegraph, *Germany retreats on missile shield*, issue n°2106, 1 March 2001

- (4) International Herald Tribune, *Russians and Germans Discuss US Missile Plan*, February 14, 2001
- (5) Ibid.: “Russia will act at negotiations on questions pertaining to strategic offensive weapons and missile defense in a constructive way...We are interested in expanding international cooperating in countering new threats and challenge.”
- (6) L’Allemagne et la France s’intéressent de plus en plus au marché chinois. Le 22 et 23 juin 2001, les deux pays ont organisé une conférence internationale à l’Université Baptiste de Hong-Kong sur le thème « Le rôle de la France et de l’Allemagne dans les relations sino-européennes ». Le programme figure sur le site du Centre Français pour la Recherche sur la Chine contemporaine dont le Directeur, plus haut mentionné, est Jean-Pierre Cabestan.
URL : <http://www.cefc.com.hk/events/20010622.html>
- Sur la nouvelle tournure prise par la politique étrangère allemande, l’on pourra se référer à :
The Economist, *Why Gerhard Schroeder has gone out on a limb*, 12 September 2002
URL : <http://www.auswaertigesamt.de>
- Les relations économiques, commerciales et culturelles entre l’Allemagne et la République Populaire de Chine ont connu un sérieux coup d’accélérateur avec la venue en décembre 2002 à Pékin du Chancelier Schroeder qui a procédé à l’inauguration du Transrapid à Shanghai en compagnie du Premier Ministre Zhu Rongji:
URL : <http://www.bundesregierung.de>
- (7) International Herald Tribune, *Germany Questioning Missile Shield*, May 11, 2001
- (8) Ibid.
- (9) Electronic Telegraph, *Blair and Chirac split over defence*, issue n°2087, 10 February 2001
- (10) VAISSE Justin, *French views on missile defense*, BROOKINGS INSTITUTION, CUSF, APRIL 2001
- (11) VILLEPIN Xavier, *Rapport d’information fait au nom de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées sur la défense anti-missiles du territoire (NMD) aux Etats – Unis*
- (12) Le Monde, *M. Chirac s’inquiète du projet de bouclier antimissile*, 30 janvier 2001
- (13) NATO Ministerial meeting, *U.S. making little headway with Allies on NMD*, May 2000
- (14) LELOUCHE Pierre, CHAUVEAU Guy, WARHOVER Aloyse, *Rapport d’information sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs*, Rapport de l’Assemblée Nationale n°2788
- (15) Le Monde, *La France face au bouclier anti-missiles américain*, 14 avril 2001

LES REACTIONS AU PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTI-MISSILES

LES REACTIONS FAVORABLES

Le projet NMD ayant été remis dans son contexte, l'on peut mieux, est à présent, cerner la position de la Grande-Bretagne et l'entreprise à laquelle elle a fini par s'associer aux côtés de la Hongrie, de la Pologne, de l'Italie et de l'Espagne. Car, en effet, si la Grande-Bretagne ne s'est jamais opposée au projet de Bouclier américain initialement, ce n'est que tardivement qu'elle a décidé, ou plutôt qu'elle dût se résigner à s'y rallier par principe et par intérêt. Pragmatisme oblige !

Le « Huitième Rapport » (*Eighth Report*) de la Commission des Affaires Etrangères (FAC) de la Chambre des Communes, paru le 25 juillet 2000, rappelle que la *Strategic Defence Review* avait déjà entrepris d'évaluer les risques résultant de la prolifération (§2). Même si

dans l'état actuel des choses, la Grande-Bretagne est loin d'être menacée par des missiles balistiques tirés par des 'Etats inquiétants', ce risque est moins éloigné pour certains alliés de l'OTAN, et les troupes britanniques appelées à opérer dans des régions telles que le Golfe Persique sont susceptibles d'y être directement exposés (1).

Les médias manifestèrent un intérêt soudain pour les armes nucléaires et les traités de contrôle des armements lorsqu'en mars 2000 l'acteur Michael Douglas, s'exprimant à Westminster en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté des Nations-Unies, invita les députés à encourager le Premier Ministre Tony Blair à prendre la tête du mouvement de sauvegarde des régimes de contrôle des armements. Son intervention donna lieu à quelques manchettes hyperboliques : « Une vedette implore Blair de sauver le monde » (2), « Douglas met les députés en garde contre l'anarchie nucléaire » (3), ou encore « l'acteur d'Hollywood donne à Blair le rôle de pacificateur » (4).

La médiatisation de cette question plutôt technique contribua grandement à sa vulgarisation et contraignit la classe politique britannique à clarifier ses positions en débattant des enjeux sur la place publique. Le projet américain fit resurgir de vieux clivages et contribua à redistribuer la donne.

Divisions et confusion

La décision américaine de mettre en œuvre le projet de Bouclier anti-missiles mit le gouvernement Blair au pied du mur et révéla les divisions au sein du Cabinet à cet égard.

Le Ministre de la Défense du Cabinet fantôme, Ian Duncan Smith, résume en ces termes les clivages au sein du gouvernement *New Labour* :

Le MoD et le FCO sont fondamentalement divisés sur cette question. Robin Cook, (Peter Hain) et les vieux sympathisants du CND (*Campaign for Nuclear Disarmament*) au gouvernement sont totalement opposés et ne veulent rien entendre et ils œuvrent en coulisses pour mettre un terme à toute l'affaire. Le MoD, en revanche (et donc Geoff Hoon) ont pris la mesure de la menace que représentent les Etats-Voyous et soutiennent le projet américain et souhaiteront

que la Grande-Bretagne prenne la tête du mouvement pour enrôler les autres pays de l'OTAN (5).

La diplomatie britannique cherche à éviter une entente Etats-Unis – Russie qui se ferait au-dessus de la tête du Royaume-Uni et exposerait sa vulnérabilité.

Lors d'une visite au Pentagone fin janvier 2000, Geoff Hoon demanda que la Grande-Bretagne puisse bénéficier de la deuxième phase du projet NMD, celle qui consiste à protéger la côte Est des Etats-Unis contre des attaques provenant du Moyen Orient, et qui impliquent l'utilisation du système radar danois au Groenland et britannique à 'RAF' Fylingdales (Nord Yorkshire) (6).

Ultérieurement, le Ministre fit part de la préoccupation de son gouvernement en ce qui concerne la modernisation du système satellitaire d'alerte avancée russe par les Américains. Les experts américains et russes estiment qu'il y va de leur intérêt bien compris d'éviter toute fausse alerte (comme en 1995) ou pire, un tir « accidentel ou non autorisé ».

Si, alors qu'il était dans l'opposition dans les années 1980, le *Labour* était opposé à l'armement des sous-marins nucléaires avec le missile Trident fourni par les Américains, l'actuel gouvernement *New Labour* entend préserver le système et assurer sa protection contre toute attaque russe. L'aide que les Américains proposent d'apporter à la Russie contribuerait certes à accroître la confiance mais exposerait aussi la vulnérabilité de la force de frappe britannique aux missiles russes. Washington doit donc rassurer les Russes tout en ne sacrifiant pas son allié privilégié en Europe. Dans le même temps, Downing Street veut soigner ses relations avec le chef du Kremlin, mais Whitehall refuse de baisser la garde : en raison de « l'énorme arsenal nucléaire à sa disposition et de l'instabilité politique chronique », la Russie continue à être considérée comme « une menace importante et un ennemi potentiel ».

La Commission des Affaires Etrangères (FAC) critiqua le projet NMD dès son approbation par le Congrès. Les douze membres du FAC enjoignirent au gouvernement d'

exprimer les plus vives inquiétudes à propos du NMD. Nous ne sommes pas convaincus que le projet NMD représente une réponse adéquate au problème de prolifération auquel la communauté internationale doit faire face. Nous recommandons au gouvernement d'encourager les Etats-Unis à rechercher d'autres moyens de réduire les menaces qu'il perçoit (7).

Donald Anderson, le Président de la FAC, dénonça plus tard le caractère « hautement dommageable diplomatiquement » du programme, particulièrement en ce qui concerne les relations avec la Chine et la Russie. Ce programme « serait déstabilisateur au plus haut point en termes d'accords de contrôle des armements stratégiques », mit-il en garde.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour minimiser ses dissensions internes, les divergences d'appréciation entre le MoD et le FCO n'échappèrent pas à la FAC et lui donnèrent l'occasion d'affirmer que

ce programme est néfaste sur le plan international et donne la dangereuse illusion que les Etats-Unis sont invulnérables. Nous devrions faire clairement savoir aux Etats-Unis qu'ils ne peuvent

pas prendre notre coopération comme allant de soi...nous devrions exprimer notre scepticisme (8).

Le projet américain ne divise pas seulement le Cabinet, mais aussi le parti travailliste lui-même. Où la « vieille garde » (*Old Labour*) manifeste énergiquement son opposition.

Michael Clapham, Député travailliste de Barnsley West et Penistone, fut acclamé à la Chambre des Communes lorsqu'il déclara que la décision américaine d'aller de l'avant précipiterait le monde dans un « état bien plus dangereux ».

Dans le *Guardian* du 05 mai 2001, Shirley Williams s'inquiète des « conséquences incalculables de la militarisation de l'espace » et stigmatise la responsabilité historique du Royaume-Uni et du Danemark qui se rendent complices avec les Etats-Unis de l'abandon du Traité ABM. Shirley Williams se prend à rêver tout haut : plutôt que de s'acoquiner avec Bush, Tony Blair et Robin Cook ne feraient-ils pas mieux d'imiter Ernest Bevin qui, le 12 juillet 1942, força la main aux Etats-Unis en les prenant au mot pour la création du Plan Marshall ? (9).

Les Conservateurs ne sont pas de reste, bien sûr. L'occasion est trop belle de clamer haut et fort leur fidélité atlantiste et de jeter de l'huile sur le feu.

William Hague, alors chef du parti, prit officiellement position juste avant les élections, au grand déplaisir de Geoff Hoon, lors d'une conférence organisée par l'*American Enterprise Institute* et le *Telegraph* (10). Il s'engagea à appuyer le projet américain de « Fils de la Guerre des Etoiles » (*'Son of Star Wars'*) si le parti conservateur sortait vainqueur des urnes. William Hague partage les inquiétudes des experts américains de défense quant aux nouvelles menaces que font peser sur l'Amérique et l'Europe les « Etats-Voyous ». Il invita la Grande-Bretagne à monter en première ligne et à être un « pays-guide » en Europe en appuyant le projet américain, à la condition sine qua non que le Bouclier protège aussi la Grande-Bretagne et les autres pays européens. Une NMD protégeant exclusivement l'Amérique ne servirait pas les intérêts britanniques, précisa-t-il. Soucieux de se démarquer par rapport à Tony Blair, William Hague entend donner des gages aux Etats-Unis en proie au doute quant à la loyauté britannique : il entend ramener la

Force de Réaction rapide Européenne (ERRF) dans le giron de l'OTAN, il veut prendre ses distances avec Vladimir Poutine et réduire la coopération militaire avec les pays de l'UE (11). Tous ces propos recueillirent l'approbation enthousiaste du Sénateur Jesse Helms, qui ne fait aucun mystère de son unilatéralisme.

La coopération anglo-américaine pour affronter la menace globale posée par les missiles fit l'objet d'une conférence placée sous l'égide de la *Heritage Foundation* le 18 septembre 2000 au Reform Club à Londres (12). Cette conférence réunit des conservateurs des deux côtés de l'Atlantique et, constatant l'existence d'un large consensus, jeta les bases d'un accord possible sur la base suivante :

Les missiles posent à l'Amérique et l'Europe une menace réelle et grandissante.

Le problème n'est pas seulement américain, mais britannique, européen et même mondial.

Seul le leadership américain assurera la réussite de la coopération dans la défense contre les missiles.

La coopération dans la défense anti-missiles peut servir à redynamiser l'OTAN.

La coopération dans la défense anti-missiles peut servir à conforter la 'relation spéciale' qui existe entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Elle permettra à la Grande-Bretagne d'arrimer les Etats-Unis à la défense de l'Europe au fur et à mesure que la première poursuit son absorption dans l'Europe.

Un système de défense anti-missiles convenablement conçu protégera à la fois l'Amérique et ses alliés. La Grande-Bretagne doit rassurer ses amis américains qu'elle ne fera pas obstacle à la mise en place du Bouclier destiné à les protéger. En retour, l'intégrité de l'Alliance sera renforcée si tous ses membres, et pas seulement ceux qui ont le plus de moyens de financer le système, bénéficient de la même couverture. Par conséquent, Fylingdales servira à défendre non seulement l'Amérique, mais aussi la Grande-Bretagne. « La Révolution Conservatrice » est le document par lequel le Parti Conservateur s'engage à participer à l'élaboration d'un système mondial (*global*) de défense par le truchement de l'OTAN et placé sous le leadership américain.

L'Europe, en particulier, doit être défendue contre une attaque de missiles. La Grande-Bretagne restera exposée à l'intimidation nucléaire. L'Europe ne doit pas se faire d'illusions : elle est à portée de missiles ennemis, pour reprendre le titre d'une étude britannique (*Coming into range*) sur la menace posée par une attaque de missiles tels que le Shahab-3 iranien.

La défense anti-missiles est nécessaire pour soutenir les opérations extérieures. En tant que zone d'attente pour des opérations en Afrique et au Moyen Orient, l'Europe est une cible légitime.

La coopération dans la défense contre les missiles servira à endiguer la prolifération de missiles.

La coopération dans la défense anti-missiles donne l'occasion de partager la mise au point et l'utilisation de technologies de défense. Ainsi, British Aerospace a développé des installations de fabrication, de R&D aux Etats-Unis, favorisant les transferts de technologies au sein de l'Alliance.

Si, pour *The Observer*, William Hague « ressemble à l'homme d'hier dans le monde d'hier », Tony Blair rehausserait incontestablement sa stature internationale et son prestige domestique en ne se mettant pas à la remorque de George W. Bush (13). Pour *The Observer*, il existe une multitude de bonnes raisons qui militent contre le projet NMD dont « les avantages sont incertains, le coût élevé et la précision douteuse ». Les inconvénients, pour ne pas dire les dangers, sont majeurs : le non-respect des traités de non-prolifération mènera à une nouvelle course aux armements dans les pays les moins stables. Par ailleurs, la Grande-Bretagne serait particulièrement exposée à des frappes de leur part parce qu'elle abrite des installations cruciales dudit système.

La Commission des Affaires Etrangères (FAC) de la Chambre des Communes reprend bon nombre de ces critiques et exprime ses préoccupations de manière très officielle dans son « Huitième Rapport ».

Elle rappelle la déclaration faite par George Tenet, le Directeur de la CIA, devant la Commission des Relations Extérieures du Sénat le 21 mars 2000 :

Au cours des quinze prochaines années, nos villes seront confrontées à des menaces de missiles balistiques provenant d'une grande variété d'acteurs – la Corée du Nord, *vraisemblablement* l'Iran, et *éventuellement* l'Irak (14).

Ces menaces sont reconnues par la FAC qui estime que le gouvernement britannique ne ressent pas l'urgence de la menace avec la même intensité que l'Administration américaine. En effet, estime la Commission, le statut de superpuissance des Etats-Unis en fait une cible privilégiée comparativement au Royaume-Uni. Cet avis est partagé par le *Foreign Secretary* qui déclara à la FAC que, bien que

Nous prenions très au sérieux les menaces de prolifération à l'encontre des intérêts britanniques...nous ne prévoyons pas qu'un Etat autre que ceux disposant d'armes nucléaires ait la capacité d'atteindre la Grande-Bretagne avec un missile (15).

Le 03 juillet 2000, le Secrétaire d'Etat à la Défense britannique fit la même analyse :

Notre situation actuelle fait qu'il n'existe pas de menace significative contre la Grande- Bretagne venant des armes de destruction massive (16).

Au cours de son enquête à l'étranger pour documenter son Rapport, la FAC s'entendit dire par des sources chinoises très officielles que la NMD est l'exemple parfait de l'hégémonie américaine, inacceptable en soi. La FAC s'est aussi rendu compte de « l'opposition implacable publiquement » de la Russie à la NMD. Le Professeur Rogers a très bien expliqué que ni les Russes ni les Chinois ne croient le moindre mot des raisons invoquées par les Américains, souligne la FAC.

Les uns et les autres sont convaincus que le système NMD « limité » se transformera en système global (GMD). La FAC exprime ses craintes, à savoir que les Chinois, se sentant menacés, augmenteront leur capacité ICBM, démarche que la Russie pourra interpréter, à son tour, comme une menace potentielle. Ainsi se déclenchera une réaction en chaîne, c'est-à-dire une nouvelle course aux armements.

La Commission est, par ailleurs, catégorique : la NMD sera incapable d'éliminer la menace posée par les ADM. Et ce pour diverses raisons : d'abord, parce que les attaques au sarin dans le métro de Tokyo ont montré que les armes biologiques et chimiques peuvent être mises en œuvre autrement qu'avec des missiles ; ensuite, parce que la NMD n'a pas prouvé qu'elle est technologiquement faisable ; enfin, parce que la défense NMD peut être percée facilement et à moindre coût par saturation d'autres missiles (l'épée est toujours plus forte que le bouclier).

Les recommandations de la FAC au gouvernement Blair sont empreintes à la fois de réalisme, de prudence et de fermeté.

A plusieurs reprises (17) les députés se déclarent conscients de la place particulière qu'occupe la Grande-Bretagne entre l'Europe et l'Amérique, et manifestent leur souci

de ménager la « relation spéciale » entre Londres et Washington. Une fin de non recevoir de la part du gouvernement à la demande d'utilisation de la station de Fylingdales dans la première phase de la NMD serait « sans précédent et mettrait la relation anglo-américaine à rude épreuve » (18). Aucun autre pays européen ne se trouve dans une situation similaire vis à vis des Etats-Unis. Le dilemme devant lequel se trouverait placé Londres serait très grave : faut-il autoriser l'Amérique à moderniser Fylingdales si elle dénonce unilatéralement le Traité ABM auquel Londres est favorable ?(19).

La FAC met le gouvernement en demeure de prendre enfin et officiellement ses responsabilités sur la question et à ne plus faire usage de la langue de bois. Une clarification officielle définitive serait d'autant plus souhaitable qu'il n'échappe à personne que le FCO et le MoD ont pris des positions contradictoires. Les Britanniques sont en droit de connaître les intentions réelles de leur gouvernement.

Par conséquent, la Commission formule deux recommandations finales au gouvernement : la première s'adresse aux Etats-Unis chez qui elle est censée faire l'effet d'un électrochoc :

Dans le cas où les Etats-Unis décideraient de demander l'autorisation de moderniser Fylingdales, après avoir formellement indiqué qu'ils se retireraient du traité ABM, le gouvernement britannique serait confronté à un dilemme aigu. L'existence même d'une « relation spéciale » entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni serait remise en cause...(20).

La seconde résonne comme le conseil d'un ami « bien intentionné » :

Nous recommandons au gouvernement d'exprimer les très fortes inquiétudes qui se sont fait jour à propos de la NMD au Royaume-Uni. Il n'est pas évident que le déploiement d'une NMD soit une réponse adéquate aux problèmes de prolifération que la communauté internationale doit affronter. Le gouvernement britannique doit vivement encourager le gouvernement américain à chercher d'autres moyens de réduire les menaces qu'il perçoit (21).

Le temps de la réflexion

Officiellement, la priorité de Tony Blair est de s'assurer que la NMD ne bouleverse pas la stabilité mondiale fondée depuis des décennies sur les concepts d'équilibre de la terreur (destruction mutuellement assurée ou MAD pour *Mutually Assured Destruction*) et le Traité bilatéral américano-soviétique ABM de 1972. Toutefois, dès l'élection de George W. Bush, le Premier Ministre s'est employé à faire accepter le projet de Bouclier tant auprès des Russes qu'auprès de sa propre opinion publique (22).

Devant la détermination, pour ne pas dire l'inflexibilité, du Président américain à réaliser son projet, Tony Blair prit acte du diktat. S'exprimant début février 2001 devant un auditoire travailliste, il se montra conscient de l'inévitable « fait accompli » américain et des menaces de prolifération émanant des « Etats-Voyous » dont « il serait dangereux de sous-estimer l'importance » (23).

Lors de sa première rencontre avec le Président Bush, Tony Blair se montra très compréhensif et conciliant envers les Américains :

Je comprends totalement le désir de l'Amérique d'assurer une protection à son peuple. Je comprends également le souci qu'ont les gens de conserver le Traité ABM. Je suis d'avis que, si nous agissons avec prudence, nous pouvons trouver une solution de compromis qui satisfasse les objectifs américains et les préoccupations des autres (24).

A l'issue de sa rencontre, Tony Blair s'engagea à aider l'Administration Bush à réaliser son projet. Reprenant l'idée émise par William Hague, le Premier Ministre demanda aux Américains d'étendre à la Grande-Bretagne la protection de leur Bouclier ; évidemment, Londres donnerait son accord à la modernisation de Fylingdales dans le cadre de la NMD. Par ailleurs, bien que Tony Blair se soit fait fort de maintenir l'ERRF à l'intérieur de l'Alliance (autre idée de William Hague), le Vice-Président Dick Cheney ne se montra pas convaincu outre mesure (25).

Jonathan Eyal du *Royal United Services Institute* (RUSI) explique la démarche (ou manœuvre) britannique :

Si l'on fait savoir que l'on est prêt à soutenir une politique, on peut espérer exercer quelque influence de l'intérieur sur la manière dont Washington la formule (26).

De son côté, le Général Gurthrie salue la sagacité et le réalisme du Premier Ministre dont le rapprochement (ou alignement) avec Washington empêche les Russes d'« enfoncer un coin » dans l'Alliance Atlantique en exploitant les apparentes divisions entre l'Union Européenne et les Etats-Unis.

Le moment de la décision

Sous la triple pression des Américains, de son propre parti et de l'opposition conservatrice (27), Tony Blair fut acculé à prendre position et à abattre ses cartes à un moment jugé inopportun, soit un mois avant les élections générales de juin 2001.

Il chargea son directeur de la communication, Alastair Campbell, de lever l'équivoque trop longtemps entretenue et d'annoncer sa décision : Londres soutiendrait le projet NMD. Le principe en était acquis (28).

Le 03 mai 2001, Robin Cook fit, en conséquence, une déclaration devant les Communes :

Nous devons reconnaître la réalité : il existe bel et bien un défi grandissant de prolifération de missiles. Un certain nombre d'Etats, qui posent problème tant aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni, sont en train de mettre au point une technologie de missile balistique. Les deux dirigeants (Blair et Bush) se sont mis d'accord à Camp David : « Il nous faut contrer et dissuader ces nouvelles menaces ».

Dans les années au cours desquelles sera élaborée la défense anti-missiles, nous travaillerons étroitement avec les Etats-Unis, à la fois pour diminuer la prolifération de la technologie de missiles balistiques, et pour améliorer la sécurité contre de tels missiles (29).

Néanmoins, interrogé par Francis Maude sur la prise de position inattendue du gouvernement en faveur de la NMD, M. Cook se refusa d'entrer dans les détails tant que les Américains n'auraient pas, eux-mêmes, apporté de plus amples précisions.

Les deux stations radar au Royaume-Uni

Les deux bases américaines en Grande-Bretagne dont il est question dans la NMD sont Fylingdales, près de Whitby dans le Nord Yorkshire et 'RAF' Menwith Hill près de Harrogate (30).

Sans être absolument indispensables au système NMD, ces deux bases sont importantes dans la mesure où un système basé en mer ne pourrait pas être mis en place avant 2001. Les deux bases britanniques au sol présentent l'intérêt d'exister et de fonctionner déjà au profit des Américains dans le cadre du Système d'Alerte Avancé de Missile Balistique (*Ballistic Missile Early Warning System* ou BMEWS) où elles forment la station-relais au sol européenne, élément ultérieurement incorporé au Système Américain Infra-Rouge basé dans l'Espace (*Space Based Infra-Red System* ou SBIRS) (31).

Sur les \$ 46 millions qu'a coûté Fylingdales (construite en 1964), les Etats-Unis en payèrent \$ 35. Cette station fait partie d'une chaîne de cinq stations américaines d'alerte avancée (les autres se trouvent au Groenland, en Alaska, en Californie et au Massachusetts) dont la mission est déjà de repérer les missiles qui pourraient menacer l'Amérique. Fylingdales serait utilisé pour pister les missiles en provenance du Moyen Orient ou des zones occidentales de l'ex-Union Soviétique. Le Traité ABM, toujours en vigueur, lui interdit actuellement de pister les missiles dans leur phase de propulsion avec suffisamment de précision pour permettre leur interception par un système de défense anti-missiles.

La modernisation prévue pour Fylingdales se ferait en deux étapes qui chacune constitue une violation du traité ABM.

Menwith Hill est un centre de communications appartenant au réseau Echelon chargé de recueillir les renseignements transmis par les satellites à des fins d'acheminement pour traitement et exploitation vers les centres de commandement aux Etats-Unis. Elle jouerait un rôle crucial dans la transmission rapide de données au profit du système NMD. A l'heure actuelle, cette station radar dirige le tir des missiles balistiques Trident 2D5 embarqués sur les sous-marins de la *Royal Navy* (32).

Répondant aux questions insistantes des journalistes, Tony Blair est resté volontairement dans le vague :

Nous attendons une proposition précise de l'Administration américaine...Le problème de la prolifération des armes de destruction massive requiert des solutions nouvelles et imaginatives (33).

A chaque fois le Premier Ministre insiste sur l'implication de la Russie dans le dialogue :

Nous sommes très favorables à l'approche adoptée par le Président Bush et son Administration qui consiste à consulter les Alliés et à faire clairement savoir qu'ils souhaitent établir un dialogue et un partenariat avec la Russie sur ce problème (34).

Tony Blair appelle de ses vœux « un nouveau cadre », il se félicite de « la consultation étroite et du dialogue avec la Russie » que le Président Bush veut établir

puisqu, de toute façon, le Traité ABM « est un traité entre ces deux pays ». Le Président américain comprend le dilemme que sa politique impose au Premier Ministre : il tente de dissiper l'impression que « son ami Tony » lui a signé un chèque en blanc à son corps défendant, mais convient qu'il est prématuré d'aller plus avant, car :

Le problème que nous avons actuellement, c'est qu'il est impossible d'effectuer suffisamment de R&D pour déterminer ce qui fonctionnera. C'est là partiellement que se situe le dilemme qui se pose au Premier Ministre. Que voulez-vous que je soutienne ? Que proposez-vous ? (35)

M. Bush tient à rassurer Tony Blair et aussi les représentants des médias sur sa nouvelle perception de la Russie dont il va rencontrer le dirigeant. Le Premier Ministre sera tenu au courant du déroulement de ses entretiens avec le chef du Kremlin, promet M. Bush.

Eu égard à « l'impact potentiellement déstabilisateur du projet américain de déploiement d'un système NMD », Downing Street et Westminster s'accordent sur le rôle d'intermédiaire obligeant que la Grande-Bretagne doit jouer entre les Etats-Unis et la Russie. Voici comment la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Communes (FAC) conçoit ce rôle :

Le gouvernement britannique entretient d'excellentes relations avec les Etats-Unis et la Fédération de Russie, et doit (donc) chercher à influencer les deux gouvernements de telle manière que la sécurité et la stabilité internationale soient renforcées (36).

La conclusion du « Huitième Rapport » de la FAC servira commodément de transition pour aborder le chapitre suivant consacré à la lutte contre les menaces transnationales.

M. Jayantha Dhanapala, Sous-Secrétaire pour les Affaires de Désarmement aux Nations-Unies, loue les efforts britanniques dans ce domaine :

le leadership de la Grande-Bretagne dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération a été vraiment très impressionnant...(donnant l'exemple) le Royaume-Uni a encouragé d'autres Etats possédant des armes nucléaires à augmenter la transparence de leurs arsenaux nucléaires, à la fois en termes d'armes et de matières fissiles (37).

En apportant son concours actif au Bouclier anti-missiles américain, la Grande-Bretagne ne risque-t-elle pas de se rendre co-responsable d'une relance de la course aux armements, et plus précisément d'encourager le recours à des armes de destruction massive ?

Comme le souligne, avec inquiétude, la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Communes dans les deux derniers paragraphes de sa conclusion :

§ 123. Malgré tous les efforts en faveur de la non-prolifération, le nombre d'Etats connus possédant des armes nucléaires grandit lentement. Tandis que l'écrasante majorité des pays responsables ont renoncé à posséder et des armes chimiques et des armes biologiques, une petite minorité de régimes ont acquis ces armes ou bien sont soupçonnés d'être en train de les acquérir subrepticement. La possibilité qu'une organisation terroriste puisse acquérir une arme nucléaire, chimique ou biologique est au plus haut point inquiétante. C'est un scénario d'horreur. Comme nous l'avons déclaré précédemment dans ce rapport 100 kg d'anthrax lâchés du haut d'un bâtiment élevé dans une zone densément peuplée pourrait causer la mort de près de trois millions de personnes.

§ 124. La Grande-Bretagne, en tant qu'Etat possédant des armes nucléaires, en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, en tant que membre dirigeant de l'OTAN, et en tant que membre du G8 et de l'UE a un rôle clé et une responsabilité clé à assumer afin de placer les Armes de Destruction Massive sous des régimes de contrôle internationaux et à s'assurer de leur complète destruction. Cela doit certainement être l'une des plus fortes priorités de ce gouvernement en politique étrangère (38).

Le code international de conduite

En mars 2002, la revue *JANE's Intelligence Review* rendit compte d'un discours prononcé par Jack Straw devant le *Center for Defence Studies* à King's College (Londres) le 6 février 2002. La prise de position britannique faisait suite aux événements du 11 septembre et à l'annonce faite par Washington en janvier 2002 qu'elle se retirait unilatéralement du traité ABM de 1972 (39).

Jack Straw concédait que les régimes de non-prolifération ne peuvent par eux-mêmes endiguer la prolifération actuelle de missiles balistiques parmi les « pays préoccupants » ; en revanche, il considérait que le bouclier anti-missiles pourrait, par son effet dissuasif, contribuer à la non-prolifération et empêcher les pays en voie de développement de se procurer des missiles capables de menacer le Royaume-Uni ou bien de lancer une attaque s'ils en avaient la possibilité. Le *Foreign Secretary* se plaît même à se laisser aller à un certain optimisme :

Il est possible que le bouclier anti-missiles puisse préparer à accomplir de plus grands progrès en matière de désarmement, et non pas à engager une nouvelle course aux armements (40).

Même si le discours de Jack Straw ne constitue pas une approbation du projet américain, il implique la reconnaissance que le Royaume-Uni pourrait être menacé par des missiles balistiques à l'avenir, et donc que le bouclier anti-missiles pourrait devenir un pilier essentiel de l'arsenal destiné à assurer la sécurité du Royaume-Uni. Les événements du 11 septembre ont chamboulé les certitudes bien établies ; cette irruption sans précédent de risques nouveaux conduit à élaborer une nouvelle doctrine.

Cette dernière oblige à revoir les priorités budgétaires. En effet, tout engagement de la Grande-Bretagne à mettre au point ou à acquérir un système de bouclier anti-missiles nécessiterait des sommes considérables qui ne sauraient être prélevées sur le budget de la Défense actuel sans mettre grandement en péril les besoins opérationnels et les programmes d'acquisition en cours.

L'Union faisant la force, Jack Straw fit savoir que la Grande-Bretagne avait l'intention d'élaborer avec ses alliés un nouveau régime de non-prolifération de missiles qui porterait le nom de « Code international de conduite » (*International Code of Conduct* ou ICC). La finalité de ce régime serait d'

augmenter la transparence et de donner toutes assurances que les programmes spatiaux et satellitaires ne sont pas actuellement utilisés pour servir de paravent à des programmes de missiles balistiques (41).

Le seul régime contraignant existant (sans pour autant répondre à la définition d'un traité) est le MTCR (*Missile Technology Control Regime*) aux termes duquel les « pays signataires se sont engagés à ne pas exporter de missiles balistiques ni leurs

composants ». Les propositions visant à créer un Code international de conduite font suite à des discussions débutées en 1999 entre les pays membres du MTCR dans le but de mettre au point un cadre qui encouragerait les pays non signataires du MTCR à limiter le nombre de leurs missiles.

Le but explicite de ce « Code de conduite » est d'empêcher certains pays, comme la Corée du Nord en août 1998, de donner le change en déguisant un programme balistique en programme spatial. La mise en œuvre de ce « Code » ne manquerait pas de soulever de considérables problèmes de vérification.

Prenant acte de ces problèmes, Jack Straw déclara :

Le fait que la prolifération se poursuit...signifie que nous n'avons pas les moyens de considérer l'ensemble actuel de méthodes de contrôle des armements comme étant la meilleure réponse à ce problème...

Nous devons nous ouvrir à un nouveau mode de pensée. Et c'est de celui-ci que nous nous inspirons pour aborder le bouclier anti-missiles (42).

Notes de la quatrième Partie :

LES REACTIONS AU PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTI-MISSILES

LES REACTIONS FAVORABLES

- (1) HOUSE OF COMMONS, FOREIGN AFFAIRS COMMITTEE, *Eighth report*, 25 July 2000
- (2) The Times, *Star begs Blair to save the world*, 21 March 2000
- (3) The Guardian, *Douglas warns MPs of nuclear anarchy*, 21 March 2000
- (4) The Daily Telegraph, *Hollywood actor sees disarming role for Blair*, 21 March 2000
- (5) Electronic Telegraph, *'Star Wars' missile shield threatens to split the Cabinet*, 02 August 2000
- (6) Electronic Telegraph, *Britain 'seeks nuclear protection'*, issue n°1711, 31 January 2000
- (7) Ibid. § 50
- (8) Electronic Telegraph, *Westminster backlash over 'son of star wars'*, 03 August 2000
- (9) The Guardian, *In bed with Bush*, 5 May 2001
- (10) Electronic Telegraph, *Labour thrown into confusion over Star Wars*, 13 January 2001
- (11) Electronic Telegraph, *Blair flies out for bridge-building visit with Putin*, 21 November 2000
- (12) The Heritage Foundation, *US-British Cooperation in meeting the global missile threat*, Heritage Lecture, March 13, 2001. Parmi les conférenciers se trouvent : Lord Chalfont, Ian Duncan Smith, Gerald Frost, William R.Graham, Kim R.Holmes, John Hulsman, William Schneider, Baker Spring et David tanks.
- (13) The Observer, *Blair must not kowtow to Bush*, January 14, 2001
- (14) FAC, *Eighth report*, §34
- (15) Ibid.: § 36
- (16) Ibid.: § 36
- (17) Ibid.: § 43, 46, 48
- (18) Ibid.: § 46

- (19) Ibid.: § 48
- (20) Ibid. § 48
- (21) Ibid.: § 50
- (22) Electronic Telegraph, *Blair flies out for bridge-building visit with Putin*, 22 November 2000
- (23) Electronic Telegraph, *Britain will help 'Son of Star Wars' to mature*, 03 February 2001
- (24) International Herald Tribune, *Blair seeking to Calm Missile Shield Tension*, February 17-18, 2001
- (25) The Observer, *Blair wins Bush deal on defence*, February 25, 2001
- (26) Electronic Telegraph, *Putin tries to exploit NATO rifts on missiles*, 21 February 2001
- (27) Conservative Party website: *Blair's deafening silence on missile defence*, 02/05/01. Le Royaume-Uni ne saurait envisager d'être privé de l'accès privilégié au renseignement américain dont il bénéficie.
- (28) Electronic Telegraph, *Blair's aide ends dithering on Star wars*, issue n°2169, 3 May 2001
- (29) FCO, *Government's policy towards ballistic missile defence*, Hansard, 3 May 2001, column 981
<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200001/cmhansrd/cm010503/debtext/10503-05.htm>
- (30) Electronic Telegraph, *Two bases in Britain will play a key role*, issue n°2169, 3 May 2001
- (31) CND Home page, Fylingdales Home page, *Fylingdales – Early Warning for Star Wars*
- (32) JANE'S, *Menwith Hill : the British satellite station's real role*, 06 July 2001
- (33) 10 Downing Street Newsroom, *Press conference with President Bush and Prime Minister Tony Blair*, released 20 July 2001
- (34) Ibid.
- (35) Ibid.
- (36) FAC, *Eighth report*, § 2
- (37) Ibid. § 122
- (38) Ibid. <<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmfaaff/407/40712.htm>>
- (39) JANE's Intelligence Review, *UK comes round to missile defence*, March 2002, p.55
- (40) Ibid.
- (41) Op.cit.
- (42) Op.cit.